LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

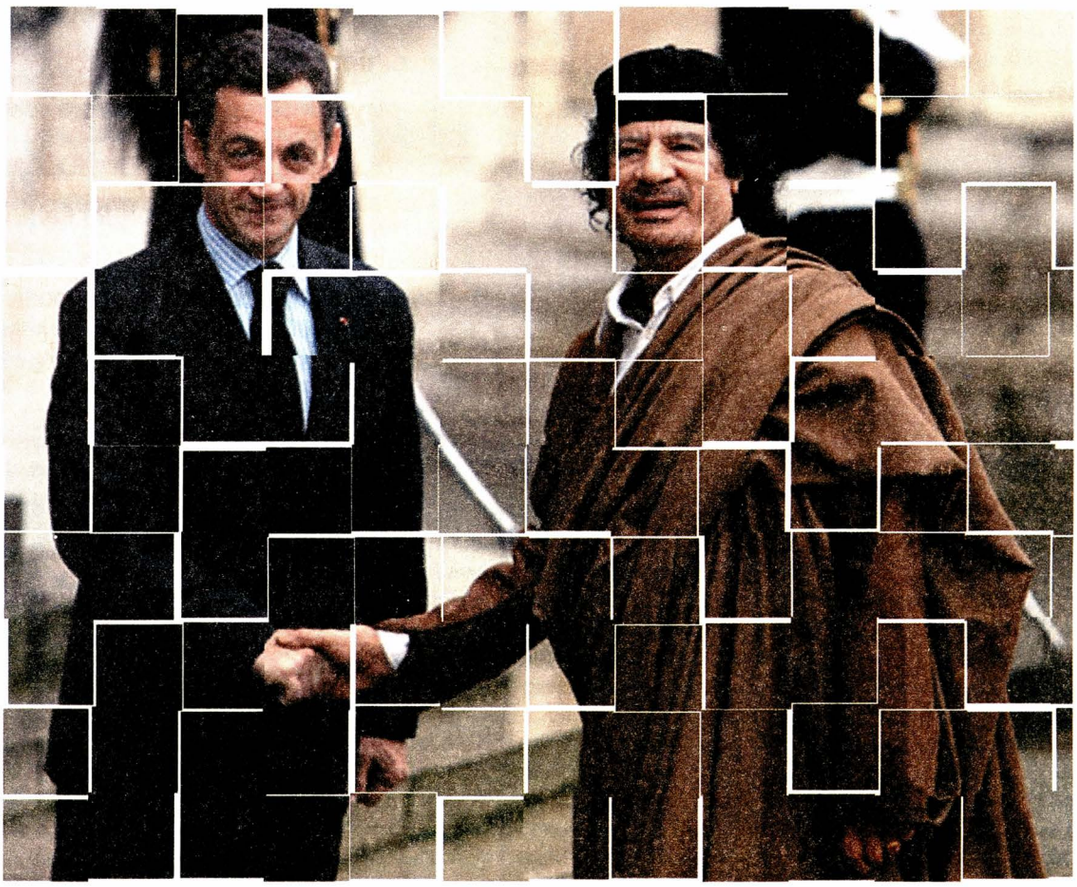
www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1625
du 3 au 9 mars 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Je ne me tape que des bombes. »
Jules Bonnot



L'alibi de l'Occident vole en éclats

M 02137 - 1625 - F: 2,50 €

Sommaire

Erratum

L'article de Jean-Pierre Germain (« Printemps syndical ? ») comportait une belle bévue. Le secrétaire de Force Ouvrière n'a pas dit « *Il n'y pas plus un axe FO-CFDT qu'un axe FO-FO et ça me suffit bien* » mais plus précisément « *Il n'y a qu'un axe FO-FO et ça me suffit bien* ». Voilà, pan sur le bec ! J.-P. G.

Actualité

Kadhafi, dégage ! par Mohamed, *page 3*

Répression antisyndicaliste, par M. Silberstein, *page 5*

L'Autruche, par F. Ladrisse, *page 5*

Des brèves, un strip, *page 6*

Les staliniens contre la CNT, par J.-P. Jacquinot, *page 7*

Exploitation paysanne en Andalousie, par R. Pino, *page 8*

Arguments

Développons l'abondance, par V. Gerber, *page 9*

Dans le monde

Série américaine, premier volet, par C. Reeve, *page 12*

Le vrai visage du Mexique, par J.-P. Petit-Gras, *page 14*

Histoire

Auguste Vermorel, l'anarchiste, par C. Fréjaville, *page 17*

Lecture

L'homme à la carabine, par B. Collins, *page 19*

La zone, par P. Schindler, *page 20*

Mouvement

Appel au don de livres, par La Rue râle, *page 21*

La plus craquante des radios, *page 22*

L'agenda vous appelle, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos ◯ 25 €
6 mois, 25 nos ◯ 50 €
1 an, 45 nos ◯ 75 €

(Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin)

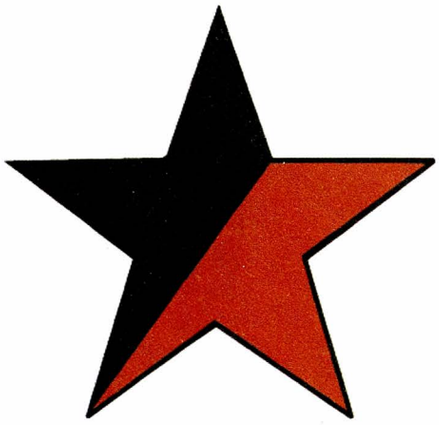
Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **95 €**

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08

Editorial

Une révolution mondiale est en cours, elle nous conduit de l'ancien monde... vers l'ancien monde. Beaucoup pourraient en effet croire que quelque chose de révolutionnaire est en cours: les conflits ouverts entre des peuples et leurs gouvernements qui ont éclaté dans le monde arabe ont donné des exemples concrets de soulèvements, pour certains couronnés de succès, nés de la contestation de l'autorité étatique. Et un peu plus loin du pourtour méditerranéen, en plein Atlantique nord, le petit pays islandais, dont le volcan a contribué à la Révolution française, connaît lui aussi des mouvements populaires sans précédent. Quand la crise a touché l'Islande, la dette du pays atteignait presque six fois son PIB et ses créanciers principaux, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, menaient des négociations pour récupérer les pépètes, avec force intérêts, cela va sans dire. Début 2009, de grandes manifestations avaient conduit à la démission du gouvernement, signant la fin du «règne» du parti de centre-droite installé depuis les années 1950. Un gouvernement de gauche est élu, c'est la «révolution des casseroles». En mars 2010, les citoyens islandais ont été appelés à voter par référendum à propos du remboursement de l'incroyable dette – 93 % des votants étaient contre, une décision qui a pesé lourd dans le cours des négociations, en faveur de l'Islande. En octobre 2010, une assemblée constituante de citoyens devait être formée. 520 candidats se présentent, 25 sont élus au suffrage universel. Mais, comme ceux qui protestaient devant le Parlement à Reykjavik, ces constituants sont issus de la bourgeoisie islandaise; pas question de revoir le système économique! De même qu'en Tunisie et en Egypte, cette «révolution» – ne nous privons pas de guillemets – est cependant un exemple de révolte, certes réformiste dans les faits, mais finalement plus fructueuse qu'une certaine lutte contre l'allongement du temps de cotisation pour les retraites... Toutes ces révoltes, violentes ou non violentes, renversent avant tout de petits groupes d'individus, pas des castes, encore moins un système. L'Irlande est elle aussi pressurée par le FMI et les dernières élections de vendredi dernier ont chassé le gouvernement. Petite anecdote croustillante: le responsable du FMI pour l'Europe, est un ancien de chez Goldman Sachs, où il travaillait avec un politicien proche du parti qui a remporté les dernières élections et qui avait conseillé le précédent gouvernement sur la façon de gérer la crise. Ça fleure bon la collusion, non? Mercredi dernier, les Grecs ont été audacieux: les syndicats du privé et du public ont déclenché une grève générale, bloquant tous les transports, de nombreux services publics et même des petits commerçants avaient fermé boutique en solidarité. Les grévistes contestaient l'ingérence du FMI et de l'Union européenne qui impose au pays la fameuse austérité et la libéralisation plus en profondeur de leur économie. Cette grande crise économique, dont on nous dit qu'elle est derrière nous (alors qu'on sait bien que les crises ne passent pas, mais qu'elles s'accumulent, comme le capital), a déclenché la colère des victimes. Peut-être que le prochain «domino», comme aurait dit Eisenhower, tombera chez nous et que d'éventuelles «émeutes de banlieue» auront une senteur de jasmin. Dans un climat mondial de tension sociale, les anarchistes devront savoir profiter de tels déclics, dénoncer le Spectacle récupérateur et démontrer aux révoltés que la pire erreur est de laisser d'autres dominants remplacer les dominants déchus.

Libye

Terreur et révolution

Mohamed

Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

Depuis deux mois, le monde arabe est agité par des bouleversement sociaux et politiques sans précédents. La chute de Ben Ali en Tunisie, suivie de la démission de Moubarak en Égypte, ont profondément bouleversé la donne et ont attisé le vent de révolte qui se répand partout, du Maroc au Yémen. Dans chaque pays où la population se soulève, on retrouve les mêmes revendications: liberté, justice sociale et dignité. Largement relayés par Internet et la chaîne satellitaire al-Jazira (devenue le cauchemar des dictateurs arabes), les événements se précipitent et semblent prendre tout le monde par surprise: ne voit-on pas des dirigeants occidentaux, qui hier s'accommodaient de régimes arabes autoritaires, au nom de la stabilité et de la défense contre l'hydre islamiste, exiger aujourd'hui la démocratisation et le départ des despotes. Mais la situation aujourd'hui la plus préoccupante est bien sûr celle de la Libye. À l'image de son histoire mouvementée au cours de ces quarante dernières années, le chaos qui semble s'installer depuis le 16 février dernier, date des premières manifestations de Benghazi, est lourd de terreur pour un peuple désarmé, victime de la folie sanguinaire de Mouammar Kadhafi. Faire le portrait de ce pays, et le point sur l'état de sa situation sociale, est difficile, tant les informations sont parcellaires. En dehors de quelques chercheurs universitaires et des firmes multinationales pétrolières, peu de monde en Europe s'intéresse à ce pays et à son peuple. Lorsqu'en 1969, Kadhafi renverse le vieux roi Idriss, au pouvoir depuis 1951, date de l'indépendance de la Libye, obtenue après quarante ans d'occupation italienne, c'est le modèle nasserien qui sert de cadre à la toute jeune république libyenne. Panarabisme et socialisme, voilà les deux principaux slogans de ces années. Il y a alors moins de trois millions d'habitants; le pétrole, découvert en 1959, va faire la richesse de ce pays, qui va devenir très vite le plus riche des états africains. Le colonel-président va chercher par tous les moyens à réaliser le vieux rêve panarabe d'unité: des accord d'unification vont être signés tous azimus pendant la décennie 70: avec l'Égypte et la Syrie, puis avec la Tunisie, le Soudan, le Maroc. Aucun d'eux n'aboutira, et parfois même, comme celui signé à Djerba en 1973 avec la Tunisie, ne durera même pas 24 heures! Dès cette époque, Kadhafi acquiert la réputation de « sale gosse », qui va le faire considérer comme un paria parmi les dirigeants du monde arabe, et qui explique la célérité inhabituelle avec laquelle la Ligue arabe a exclu de son sein la Libye il y a quelques jours. Il va tenter de s'emparer du nord du Tchad, la zone riche en uranium de la bande d'Aouzou, ce qui va le conduire à une guerre avec la France, qui se terminera par sa défaite et par l'attentat

contre le vol d'UTA en septembre 1989. De même, ses relations avec les États-Unis sont marquées par la tentative de l'aviation américaine de le tuer, lors des bombardements de Tripoli et de Benghazi en 1986, à la suite d'un attentat anti-américain à Berlin ; il se vengera par l'attentat de Lockerbie, au cours duquel une bombe placée par ses services détruit un avion de la PAN-AM, faisant 270 morts. Son pays sera alors soumis pendant près de dix ans à un embargo extrêmement sévère. C'est paradoxalement les attentats du 11 septembre 2001 qui lui permettent un retour en grâce sur la scène internationale : il se pose comme partenaire de l'Occident dans sa lutte contre le terrorisme islamiste, lui qui a eu recours à cette arme contre ses propres opposants à l'étranger et contre les États africains et européens quand ses intérêts l'exigeaient. De même, il signe avec l'Italie de juteux contrats, en échange de sa coopération musclée dans la lutte contre l'immigration clandestine, dont il va faire une sorte d'objet de chantage au cours de ses discussions avec l'Union européenne, indifférente au sort funeste qui attend les candidats à l'immigration dans les camps de rétention libyens. Ses frasques, ses discours délirants, retransmis par la télévision libyenne, étaient la risée du public arabe ; le peuple libyen devait supporter en silence ses caprices sanglants. En 1977, il rebaptise la Libye : c'est désormais la « *grande Jamahiriya arabe libyenne socialiste et populaire* » – Jamahiriya, néologisme signifiant l'État des masses, tout un programme… Kadhafi théorise, si on peut dire, sa politique dans son *Livre vert*, qui sera son « petit livre rouge » : l'organisation sociale, avec la mise en exergue de l'africanité et de l'arabité, la place de l'ordre tribal, avec ses liens de solidarité clanique et traditionnelle, et des théories religieuses empruntant à la charia. Sur le plan économique, un modèle initialement étatique, pompeusement appelé socialiste : nationalisation du pétrole, du secteur commercial et industriel ; puis avec la vague libérale, privatisation d'une grande partie de ces mêmes secteurs au cours des années 2000. Le pouvoir est remis aux comités populaires, Kadhafi abandonnant son titre de président pour devenir le guide et le maître de la révolution en 1980. Depuis 1972, les partis et les syndicats sont interdits, il n'y a pas d'élections, le gouvernement n'a aucune prérogative. Selon le bon vouloir et le bon plaisir du guide, des lois sont adoptées, puis abrogées. L'argent du pétrole va permettre un certain décollage économique, l'importation de produits manufacturés revendus à bas prix sur les marchés libyens et même hors des frontières libyennes : ainsi, on trouve dans la plupart des villes du sud de la Tunisie des marchés appelés « souk libyen » dans lesquels les Tunisiens s'approvisionnent en marchandises, chinoises pour la plupart et provenant de Libye, à des prix défiant toute concurrence. Mais l'infrastructure administrative et économique est très mal organisée : en dehors du secteur pétrolier, le reste du secteur industriel et commercial souffre de multiples carences qui freinent leur développement. D'autant que l'embargo des années 1990 a considérablement appauvri la population et aggravé la désorganisation économique et sociale. De plus, avec le retour de la Libye sur la scène internationale et l'augmentation des prix du brut sur le marché, l'argent a recommencé à couler à flot dans les caisses : mais, là aussi, seule une minorité, celle qui tient le pouvoir et ses affidés, en a profité, au détriment de la majorité de la population. Population elle aussi soumise au chômage, à l'absence de liberté et de perspectives : déjà dans un passé récent, des tentatives de soulèvement avaient été durement réprimées, comme en 2006 à Benghazi, d'où est parti ce 16 février un soulèvement général, qui est en train de s'étendre à toute la population libyenne, et qui malgré la violence inouïe à laquelle elle est confrontée – on parle de milliers de morts – ne s'arrêtera que par la chute du despote.

M.

Une nouvelle douche écossaise

pour Jean-Marc Rouillan

Le chaud et le froid ont de nouveau coulé sur les larges épaules de Jean-Marc Rouillan. Le tribunal d'application des peines a aujourd'hui ordonné sa mise en liberté. Le parquet de Paris a immédiatement fait appel…

« *Au réveil, la prison me saute à la gorge. Comme un animal à l'affût de l'ultime cauchemar. Le premier sens en éveil m'avertit de sa présence tapie. Un coin de mur surgissant de l'aube, l'odeur du désinfectant, les ablutions diverses des congénères, l'effleurement de la couverture administrative et l'écœurement indicible. Elle me pénètre d'un trait. Elle me force avec la goulée d'air inspirée au bord de cette noyade lève-tôt. Sa langue enfoncée dans la bouche, elle me baise de sa mort journalière, sans fleur ni couronne au tréfonds des caveaux de béton, du "je ne le ferai plus" et des lâchetés misérables. Souveraine tyrannique, la "malamort" de la lèpre moderne et carcérale est là et déjà en moi. Et pas moyen de lui échapper. Jusqu'au plus lointain du dernier exil, j'éprouverai cette nausée. On ne s'habitue jamais à la prison* » (Jean-Marc Rouillan, *Je hais les matins*, Denoël).

Rouillan, âgé de 58 ans, est en taule depuis février 1987… Il a été arrêté avec Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon et Georges Cipriani, tous militants d'Action directe. Les quatre ont été condamnés à perpétuité avec une peine de sûreté de dix-huit ans. Joëlle Aubron est sortie de prison le 16 juin 2004 suite à une campagne de solidarité afin d'obtenir sa suspension de peine pour raisons médicales. Elle est décédée le 1er mars 2006. Nathalie Ménigon est en liberté conditionnelle depuis le 3 août 2008 pour une durée de cinq ans. Georges Cipriani est en semi-liberté pour un an depuis le 14 avril 2010. Sa demande de libération conditionnelle devrait être examinée en mars 2011.

Rouillan a vécu quelques mois en semi-liberté en 2008. Salarié aux éditions Agone dans la journée, taulard la nuit et le week-end. Ce régime a été brutalement révoqué le 16 octobre 2008 suite à la publication d'une interview accordée à un hebdomadaire. « *Deux années d'emprisonnement pour des mots… Moi qui, à la sortie de Mai 68, ai fait le choix des armes et de l'action révolutionnaire, me voici, à 58 ans, incarcéré, suprême ironie, "sur parole"*. »

Après une hospitalisation en urgence dans un hôpital de Marseille, il a été établi que Rouillan souffre du syndrome de Chester-Erdheim, une maladie rare dont on ne sait pratiquement rien en dehors du fait qu'elle provoque des crises très douloureuses[1]. Le militant révolutionnaire, qui est aussi devenu un écrivain reconnu, est détenu à la prison de Muret, près de Toulouse, depuis le 27 octobre 2009. Il a déposé une demande de semi-liberté en novembre 2009. Elle a été examinée le 2 février 2011. La réponse en première instance était attendue pour le 16 février. Prenant en compte « *les efforts sérieux de réadaptation sociale* » manifestés par Jean-Marc Rouillan, le tribunal d'application des peines s'est aujourd'hui prononcé pour un aménagement de la peine et s'est déclaré favorable à une mesure de semi-liberté. Une nouvelle saluée avec prudence par les amis de Rouillan qui aurait pu sortir de la prison de Muret le 7 mars prochain pour rejoindre, sous surveillance électronique, les locaux de son employeur, les éditions Agone à Marseille. Bien sûr, c'était compter sans la réaction quasi immédiate du parquet de Paris qui a annulé la décision de justice prise quelques heures plus tôt… Assez d'acharnement. Liberté immédiate pour Jean-Marc Rouillan !

Paco

1. Cette maladie, pour laquelle il n'existe pas de traitement efficace, touche les os longs, provoquant des douleurs osseuses constantes. (Ndlr.)

Sale temps pour un syndicaliste

Très souvent, les bureaucraties de la plupart des syndicats de ce pays se font remonter les bretelles dans nos colonnes. À juste titre, certes. Raison de plus pour parler des actions concrètes non pas des « syndicats » en tant qu'organisations, mais des syndicalistes et syndiqués, ceux qui vont au charbon, ceux qui subissent une féroce répression antisyndicale, sur laquelle nous devrions nous pencher plus assidûment pour en dénoncer les manifestations les plus sordides. Relater l'infect, fracasser – par les mots – les patrons scélérats, appeler à manifester, à soutenir, à constituer des caisses de grève…

Les cas étant légion, le choix s'avère arbitraire. Consacrons ce billet à la situation de Xavier Mathieu, délégué CGT bien connu pour son combat contre la casse de l'usine Continental de Clairoix (Oise)[1] – et aussi pour sa véhémence à l'encontre de la direction de son syndicat. En avril 2010, convoqué au commissariat suite au saccage de la sous-préfecture de Compiègne un an auparavant, ce dernier refuse de se soumettre à un test ADN[2], considérant comme inique et indigne cette injonction. Sa condamnation ultérieure, en juin 2010, a porté sur l'acte de saccage en lui-même, pas sur ce refus d'obtempérer. Las, la « justice » s'acharne et sa représentante, en l'occurrence le procureur de la République de Compiègne, poursuit le syndicaliste pour ce refus. Il passera devant le tribunal correctionnel de Compiègne le 3 mai 2011 et encourt une peine maximale d'un an de prison et une amende de 15 000 euros. Des actions sont prévues à cette occasion.

La criminalisation de l'action syndicale et du militantisme en général n'est pas nouvelle bien sûr, mais elle s'amplifie et s'amplifiera de plus en plus, avec un gouvernement vicié par ses propres turpitudes et qui renifle avec frénésie les votes des réacs en train de se tâter : Le Pen ou Sarkozy ? L'original ou la copie ? Loppsi 2, en augmentant les moyens de délation, de repérage, de poursuites judiciaires, etc., en est un symbole éloquent.

Marc Silberstein
Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

---

1. L'un des sales coups des patrons de cette boîte : il y a un an, aidés en cela par une disposition aberrante du Code du travail, ils proposaient à des licenciés de Clairvoix des emplois en… Tunisie, pour un salaire mensuel de 137 euros. Plus de renseignements au sujet de nombreux autres conflits du travail sur le site du Collectif contre les patrons voyous et licencieurs (www.collectifcontrelespatronsvoyous.com).

2. Mesure de fichage par empreintes génétiques permise par la Loi pour la sécurité intérieure (LSI ou loi Sarkozy 2) du 18 mars 2003, développée dans le cadre de la Loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (Lopsi) de 2002.

Quand l'autruche éternue…

Préférer les dauphins aux gens (mes nuits sont plus belles que vos films)

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Des nouvelles, pour commencer, de nos amis les bêtes, d'un de leur meilleur porte-parole j'ai nommé l'imbitable Zidane lequel, en conférence de presse, questionné au sujet de ses revenus stratosphériques, a répondu tout de go : « *Je n'est pas là pour parler de ça.* » Et sic, et toc, et calmé, le journaliste. Était-ce le même baveux, contraint de suivre Sarko en Turquie ? Dans ce cas, le pauvre eut son compte de français heurté/chamboulé, puisque apostrophé à propos du cas Alliot-Marie, not'président lâcha : « *Je n'évoque jamais les questions de politique intérieure quand je suis à l'étranger, et où que je me retrouve.* » Resic, et hum : où je me retrouve, déjà ? Aussi, c'est pas le tout de se retrouver, faudrait savoir à quelle re-heure. MAM, quant à elle, pipe à peine. Un mot tout de même : « *Je suis dans le travail.* » Est-ce une façon synonymée de signifier qu'elle est dans la merde ? « *Ma responsabilité est de tenir la maison* », ajoute-t-elle, pompeuse. Plus proche de la sortie que de l'augmentation, tout porte à croire que MAM applique le même régime que Muhammar Kadhafi, dont son mari Patrick Ollier est, soit dit au passage, la première groupie de France : elle se drogue, la Michèle, aucun doute là-dessus, dès qu'un micro se pointe elle se bouffe son quintal d'ecsta avant de dire « nawak », comme par exemple « *ma devise, c'est bien faire et laisser dire* », ah ah ! Ne serait-ce pas plutôt bien dire et laissez-nous faire des affaires ? Mais c'est assez, c'est trop… À l'heure où ces lignes s'écrivent le destin de l'Alliot, sans être tout à fait scellé, n'en paraît pas moins plutôt sombre. Il convient donc de ne pas trop cracher sur ce cadavre, d'autant qu'après l'inévitable purgatoire de deux-trois années elle nous reviendra comme lavée, récurée, vidangée de fond en comble et tout à fait prête à l'emploi pour on ne sait quel ministère. Ça se passe comme ça, de par nos contrées, regardez Alain Juppé : lui, qu'on croyait carbonisé, ne lui a-t-il pas profité, son exil canadien ? Tiens, d'ailleurs, c'est rigolo : c'est à lui que penserait Sarko pour remplacer MAM, débarquée. Est-il petit, le monde des gredins ?

Il l'est. Combien de rockets, de missiles, de munitions diverses et de facture française se seront, au final, abattus sur les foules libyennes ? On l'ignorera longtemps. Cependant, entre 2007 et 2009, c'est 316 millions d'euros d'armement made in France qui furent livrés à Kadhafi – une grosse part des contrats étant signées lors de la visite mémorable que le Guide rendit à son pote Sarkozy. Une vente d'armes qualifiée il y a quelques jours par le ministère de la Défense d'« *extrêmement mineure* ». On a pas su en fourguer plus ? C'est alors des feux de Bengale, des pétards, des fusées qu'il fallait tenter de lui refiler : en effet, ce vendredi, le timbré de Tripoli déclare, devant quelques fidèles suicidaires, la grande kermesse ouverte, « *dansez, dansez, chantez, soyez heureux, amusez-vous !* » C'est limite si Patrick Ollier n'en trépignait pas d'impatience, à se lancer dans une lambada avec son copain Kadhaf'.

Il aurait pu tout aussi bien la danser avec la sale troupe de l'académie des Césars, laquelle, sous mes yeux embués de larmes, vient de récompenser le documentaire de Jacques Perrin, *Océans* ça s'appelle, c'est une merde, c'est du sous-Cousteau, ça peut, à la rigueur, servir de fond d'écran aux lymphatiques fonctionnaires des trésoreries publiques, et encore faudrait-il qu'ils soient bien psychosés. *Océans*, merde alors ! Les quelques documentaires sociaux concourant aux côtés de cette daube n'avaient aucune chance : en France, on préfère les dauphins aux gens. Enfin, cerise sur le gâteau au caca, *Des hommes et des dieux*, le salmigondis catholard tout en dégoulineries bénitières à gerber, décroche la timbale, le César du meilleur film ! Alors on éteint la télé, on prend son antivomitif et on se fout au lit : mes nuits sont plus belles que vos films.

Frédo Ladrisse

Brèves de combat

Massacres en Lybie et ailleurs

Plusieurs centaines de personnes ont été tuées en Libye depuis le début de la contestation contre Kadhafi, selon Human Rights Watch. Ce dernier a menacé les manifestants de « *la peine de mort* », dans un discours d'une extrême violence. Mais, alors que l'attention s'est désormais tournée vers les mouvements de contestation en Libye ou au Maroc, les Tunisiens n'ont toujours pas déposés leurs pancartes. Ils étaient 5 000 à la kasbah à Tunis à refuser la tournure qu'ont pris les événements et à crier que « *leur révolution a été volée* ».

La « tehon »

Une disposition du projet de loi sur l'immigration prévoit de restreindre le droit au séjour pour soins des étrangers gravement malades, jusqu'ici attribué lorsqu'un demandeur ne pouvait bénéficier d'un « accès effectif » aux traitements dans son pays d'origine. Or, nous savons qu'il y a une grande différence entre la disponibilité d'un traitement et l'accès effectif à celui-ci (pour des raisons de coût trop élevé, par exemple, et donc réservé à ceux qui peuvent payer, à l'élite). Après que de nombreux médecins se sont élevés contre, et que le Sénat a rejeté le 8 février dernier cette disposition, le gouvernement a choisi de réintroduire cette mesure en deuxième lecture du projet de loi à l'Assemblée nationale. Bonjour le bon respect de la démocratie !

Communiqué de presse RESF

Mardi 15 février, neuf lycéens et collégiens, issus de pays d'Afrique, dont sept du lycée professionnel Romain-Rolland d'Amiens, ont été brutalement interpellés dans leur foyer d'hébergement. Dès l'aube, alors qu'ils sortaient de la douche, les forces de l'ordre, massivement présentes, les ont conduits en garde à vue, sans leur laisser le temps de se restaurer ou d'emporter leurs vêtements ou même leur traitement médical. « *La routine, quoi, chef !* »

Fichage ethnique…

Dans leur hâte à expulser les Tunisiens arrivés en France ces dernières semaines dans la zone frontalière avec l'Italie, les autorités n'hésitent pas à passer outre le droit. À Cannes, les policiers sont incités à arrêter les ressortissants tunisiens « en priorité ».

La SNCF et le mouvement social

Julien, un jeune camarade anarchiste lillois, s'est vu condamné à verser 45 000 euros à la SNCF, suite à un blocage des voies durant le mouvement contre la réforme des retraites de l'automne 2010. Un autre lycéen a écopé de 12 heures de travaux d'intérêt général pour entrave à la circulation des trains. Sud-Rail a dit assumer la responsabilité de ce blocage, mais plutôt que de porter plainte contre le syndicat – ce qui risquerait de provoquer une grève des cheminots –, la SNCF préfère s'en prendre aux militants isolés. Déjà le 27 janvier dernier, à Chambéry, six personnes comparaissaient pour les mêmes raisons. La SNCF demandait 46 000 euros de dommages et intérêts. Partout en France, des lycéens ont morflé sans qu'on en parle. Les orgas politiques et syndicales commencent seulement à réagir. Un premier rassemblement a eu lieu devant le tribunal de grande instance de Lille pour soutenir Julien et défendre le « *droit à manifester en ces temps de criminalisation des mouvements sociaux* ».

Jeudi Noir remet le couvert

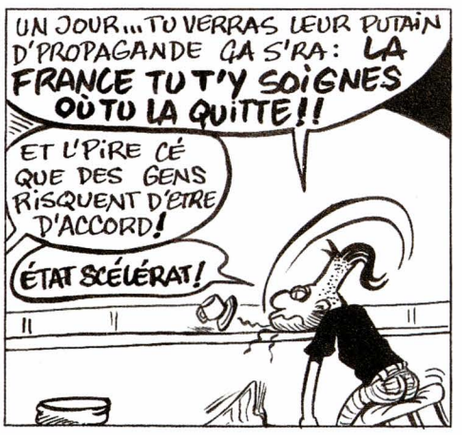
À l'occasion de la venue du président du Gabon Ali Bongo à Paris, Jeudi Noir investit son hôtel particulier du 51, rue de l'Université, « *illégalement et illégitimement acquis en 2009 aux dépens du peuple gabonais, suite au décès de son père, lui-même dictateur ami de la France depuis 1967, Omar Bongo* », selon le communiqué. Les détournements de fonds publics ont permis à la famille gabonaise de détenir une dizaine de logements – appartements ou hôtels particuliers – à Paris, dont la valeur totale avoisine les 160 millions d'euros.

Jeudi Noir (bis)

Pour faire passer la pilule d'une expulsion en plein hiver de locaux situés en face l'Élysée, l'assureur Axa, propriétaire de l'immeuble vide, ment à la presse et à ses salariés (selon les militants de Jeudi Noir – auxquels nous faisons plus confiance qu'à Axa). Non, Jeudi Noir n'a pas refusé d'offre de relogement car Axa n'en a jamais faite !

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA



Les stals ont la vie dure

À propos de la manif pour Jules Durand

C'EST ENTENDU, les syndicalistes de la CNT et les anarchistes ont été exclus de la manifestation du 16 février 2011 à Rouen pour l'initiative « Jules Durand ». L'ami Patrice n'a pas voulu engager la polémique et je le comprends.

À moi de démontrer la manœuvre qui a permis ces exclusions. Tout commence lorsque le Comité de défense des libertés fondamentales (CDLF) demande à la CNT, en tant que syndicat, et à Patrice, au nom du Groupe d'études sociales (GES) du Havre, de participer, à Rouen, à une manifestation et à une conférence sur l'affaire Durand[1]. Là-dessus un journaliste faisant son travail d'information commet une bévue : il squeeze le GES et présente comme seul intervenant, côté libertaire, la CNT. À ce stade, le problème pouvait être réglé en quelques coups de téléphone. Mais… il y a un mais : un militant du NPA, inconscience ou calcul, déclare qu'il y a des tensions entre l'UL CGT et la CNT locale. Ni l'une ni l'autre n'ont jamais mis sur la place publique leurs divergences, estimant, du moins côté CNT, qu'il y a mieux à faire dans l'état actuel du mouvement ouvrier et de son émiettement que d'entretenir la polémique. Qu'une tierce partie se permette aujourd'hui de s'immiscer dans un débat qui n'existe pas pose en effet la question : inconscience ou calcul ? Nous ne pouvons pas exclure la deuxième hypothèse car assez curieusement, si la presse du NPA informe sur l'affaire Jules Durand et les diverses commémorations, elle oublie les interventions du GES et de rappeler l'appartenance de Jules Durand au mouvement libertaire. Nous connaissons la prétention de cette organisation politicienne à se présenter comme « libertaire », qualification que, bien sûr, nous lui dénions.

Toujours est-il qu'à partir de là, l'UD76, où règne un anarchophobe bien connu, décrète qu'il est hors de question que Patrice Rannou parle au nom de la CNT le 16 février. Position relayée illico par le secrétaire du CDLF. Là se pose une nouvelle question. Le CDLF est une structure fédérant diverses associations, plutôt qu'un oukase péremptoire, c'est une information qui aurait dû circuler pour que les divers participants prennent une décision. Je suis d'autant plus étonné de ce comportement qu'il est membre d'Alternative libertaire, structure dont les membres doivent pratiquer le fédéralisme en son sein.

À ce point, on pouvait encore espérer une réaction saine des composants du CDLF. C'est alors qu'un nouveau personnage entre en scène. Là, j'ai irrésistiblement pensé au Don Bazile du *Barbier de Séville*. En trois phrases, il nous montre le coupable par qui le scandale est arrivé : le militant syndicaliste de la CNT. Inutile de répondre à ce genre d'attaque, c'est s'empêtrer dans les rets du manipulateur.

À partir de là, la proposition faite à la CNT de fournir un autre intervenant ne pouvait que se heurter à une fin de non-recevoir de la part de cette dernière entendant rester maîtresse de sa représentation. Ce qui avec l'éviction du GES, donc du mouvement spécifiquement anarchiste, assurait les résidus du stalinisme de la totale mainmise sur la manifestation. Devant les manœuvres de gens qui semblent ne pas être au courant que cela fait plus de vingt ans que le mur de Berlin est tombé, je pense aussi irrésistiblement à un texte de Drumont (je sais, il sent le soufre !) : « *Le cadavre social est naturellement plus récalcitrant et moins aisé à enterrer que le cadavre humain. Le cadavre humain va pourrir seul au ventre du cercueil, image régressive de la gestation ; le cadavre social continue de marcher sans qu'on s'aperçoive qu'il est cadavre, jusqu'au jour où le plus léger heurt brise cette survivance factice et montre la cendre au lieu du sang. L'union des hommes crée le mensonge et l'entretient : une société peut cacher longtemps ses lésions mortelles, masquer son agonie, faire croire qu'elle est vivante encore alors qu'elle est morte déjà et qu'il ne reste plus qu'à l'inhumer* » (*La Fin d'un monde*, 1889).

Mais, pour moi, ce qui m'intéresse, ce sont les paragraphes suivants où j'ai souligné quelques phrases d'un adhérent du CDLF sur lesquelles je vais non pas répondre mais amener quelques précisions.

« *Car sur le fond, Jules Durand était militant de la CGT. Dans la CGT en 1910, il y avait des anarchistes oui, mais aussi des socialistes réformistes, des socialistes révolutionnaires (ceux qui vont devenir les communistes ensuite), et des militants syndicalistes révolutionnaires. Ce sont ces derniers qui étaient majoritaires au plan national à ce moment. Durand était militant de la Ligue des droits de l'homme et militant d'une ligue anti-alcoolique, mais à ma connaissance pas formellement militant d'une organisation politique anarchiste. Vouloir régler les débats entre organisations syndicales actuelles, débats tout à fait légitimes et normaux, en "s'appropriant" Durand au nom du CDLF, sans nous en prévenir, ne me semble pas correct, et justifie de modifier l'organisation décidée en fonction d'informations incomplètes.*

La question pour nous tous, membres du CDLF, n'est pas de défendre telle ou telle option politique vraie ou supposée de Durand, mais de défendre un militant syndical injustement et scandaleusement condamné à la suite d'une machination patronale parce qu'il était militant syndical en grève, et nous pensons que plus cet hommage est large et unitaire sur ce thème des libertés syndicales, mieux c'est ! »

Tout d'abord, s'il s'était un peu informé, il aurait évité un pléonasme : à l'époque, anarchistes et syndicalistes révolutionnaires étaient des synonymes. Des socialistes réformistes, au Havre, il y en eut très peu avant la Première Guerre mondiale. En revanche, il oublie les radicaux influents chez les inscrits maritimes par exemple. Quant à l'affirmation sur les socialistes révolutionnaires « *qui vont devenir les communistes ensuite* », cette affirmation me chatouille les zygomatiques ! Le POSR (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire) fondé par Jean Allemane et qui participa à la fondation de la SFIO en tant que tendance, ancêtre des marxistes-léninistes ? J'en doute fort si l'on regarde le parcours de ses militants après sa dissolution. Au plan havrais, les socialistes les plus connus, Descheerder et François Louis, seront le premier étiqueté socialiste indépendant et l'autre fera corps avec l'USH autonome dans l'entre-deux-guerres. Un des plus imminents militants du POSR, le jeune Léon Blum, sera à Tours en 1920 l'opposant principal à l'adhésion à la 3e Internationale. Les allemanistes étaient par ailleurs antiguesdistes !

Mais où le sinueux et insinuant personnage fait vraiment fort, c'est quand il déclare « *qu'il n'était pas formellement militant d'une organisation politique anarchiste* ». C'est réduire le militantisme anarchiste au schéma étroit de sa propre vision des choses. De 1900 à 1910, il n'y a au Havre aucun groupe anarchiste structuré, sauf en 1908 où le groupe libertaire se confond avec les dirigeants des principales organisations syndicales ouvrières. Ce qui n'empêche pas la propagande spécifique anarchiste ; en 1905, il y a un débat, rue des Chantiers, animé par Geeroms et Fauny et qui réunit plus de 400 personnes. Dès les premiers numéros de *Vérités*, qui deviendra l'organe de la Bourse du travail, la présence anarchiste est visible.

Jules Durand n'était pas « carté » dans un « parti anarchiste », la belle affaire ! Pas plus que Fauny, Briollet et Geeroms qui tour à tour assumèrent des responsabilités à la Bourse du travail. Alors lorsqu'un douceâtre personnage nous susurre que « *la question n'est pas de telle ou telle option politique vraie ou supposée* » et qu'il proclame que « *plus cet hommage est large et unitaire sur ce thème des libertés syndicales, mieux c'est* », nous constatons que son comportement sectaire va au rebours de ses déclarations.

Jean-Pierre Jacquinot
Docker retraité

---

1. Sur cette affaire, voir *Le Monde libertaire*, n°1615. (*Ndlr.*)

P.-S. Le signataire de ces lignes vient de se rappeler qu'il n'est pas « carté » dans un parti. Il ose espérer que personne ne remettra pas en doute sa qualité d'anarchiste.

Souvenir d'Andalousie

Au sujet de l'exploitation dans les domaines agricoles

Nous avons déjà eu l'occasion de parler des travailleurs agricoles d'Alméria (Espagne)[1], et de leur syndicat, le SOC-SAT. Il s'agit, pour la plupart d'entre eux, d'immigrés marocains ou subsahariens, avec ou sans papiers, travaillant dans des conditions proches de l'esclavage et ayant même subi, en 2000, des ratonnades organisées par une partie de la population andalouse d'El Ejido[2].

Depuis, peu de choses ont évolué si ce n'est que des immigrés d'Amérique latine et d'Europe de l'Est sont venus s'ajouter aux travailleurs marocains et subsahariens. Ça aussi, c'est la globalisation : délocaliser des usines là où la main-d'œuvre a un moindre coût, et quand on ne peut pas le faire (BTP, agriculture) c'est la main-d'œuvre corvéable à merci qu'on fait venir de ces pays lointains. Certains d'entre vous ont peut-être entendu parler de la région d'Alméria où l'on pratique une agriculture intensive dans des serres qui s'étendent sur des kilomètres. Les produits récoltés de cette manière inondent l'Europe et ont grandement participé à ce qu'on a appelé le « *miracle économique espagnol* ». Miracle qui a du plomb dans l'aile depuis la crise immobilière que connaît ce pays. Récemment, un article paru dans le quotidien anglais *The Guardian*, sous la plume de Felicity Lawrence, a mis en émoi la population espagnole et plus précisément la presse régionale : *La Voz de Almería* (La Voix d'Alméria), dans son numéro du 18 février 2011, publie huit articles de huit journalistes différents (rien que ça !) pour se plaindre de l'image donnée de leur région par *The Guardian*. Le Parti populaire[3] s'engage à dénoncer au Parlement cet « *affront anglais* », et les représentants des propriétaires agricoles ne décolèrent pas.

Dans l'argumentaire des huit journalistes d'Alméria tout y passe :

- *The Guardian* ne représente pas toute l'opinion anglaise.
- L'article incriminé ne vise qu'à faire boycotter les produits espagnols par les consommateurs anglais, hollandais ou français.
- Les conditions d'exploitation des travailleurs immigrés ont déjà été révélées, mais ne montrent qu'une partie de la réalité.
- La journaliste anglaise aurait dû rester au moins un mois (!) pour mieux « comprendre » la situation réelle et complète.
- Les conditions de vie des travailleurs immigrés ne sont pas pires que celles que l'on peut constater dans certaines zones de pays comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte ou la France. Puis viennent les accusations de harcèlement avec, en vrac : les attaques de galions espagnols par les pirates, l'invasion des troupes napoléoniennes, l'occupation de Gibraltar par les Anglais... Le tout concluant à des informations manipulées et tendancieuses de la part du *Guardian*. Ce qui n'empêche pas un des huit journalistes espagnols de conclure son article d'un tonitruant : « *Jode, pero es verdad* » (Ça fait chier, mais c'est vrai).

Felicity Lawrence a basé son article sur ce qu'elle a vu et sur les entretiens qu'elle a pu avoir avec différents interlocuteurs, dont Spitou Mendy, délégué du SOC. Ce simple fait a quelque peu « hérissé le poil » de la presse locale qui se méfie de ce syndicat pratiquant, à l'occasion, l'action directe.

Le SOC a dénoncé en son temps les méthodes de culture industrielle en vigueur dans de nombreux pays, et en l'occurrence dans la province d'Alméria. Ils ont envoyé des délégations au Mali et au Sénégal pour interpeller des représentants de l'Union européenne et dénoncer les politiques d'immigration imposées par celle-ci.

Mais le principal combat du SOC concerne évidemment les conditions de travail et de vie des travailleurs agricoles immigrés (avec ou sans papiers). Laissons donc la parole à Spitou Mendy, porte-parole du SOC d'Améria :

« *Nous ne nous tairons pas !*

Dans son numéro du 18 février 2011 le journal La Voz de Almería parle principalement du reportage de Felicity Lawrence paru dans The Guardian.

En page 3, il est dit que le syndicat SOC appellerait au boycott des produits de la province [d'Almería. NdT].

Nous, le SOC, voulons donner notre point de vue et expliquer notre but. Nous sommes un syndicat alternatif et intercédons pour le travailleur auprès de l'entrepreneur.

À Almería nous avons dix ans d'expérience : le travail aux champs, le logement des travailleurs, leurs problèmes, leurs loisirs sont aussi les nôtres.

Le SOC, c'est nous les précaires, et nous exposons nos problèmes. On a parlé de "manipulation"... Non, il ne s'agit pas de çà ; nous, nous appelons ça la réalité. Ici vivent des esclaves exploités et expulsés.

1. Nier qu'Alméria est la province espagnole où les immigrés vivent avec un emploi précaire, temporaire et intermittent dans l'agriculture, ce qui leur interdit tout enracinement et leur impose des conditions de vie indignes, nier cela serait insulter l'humanité. Voilà d'où vient le manque d'intégration.

Malgré tout cela, ils ont été et continuent d'être le moteur du succès de l'économie de la province. Ils sont les plus nombreux à travailler dans les serres où les températures oscillent entre 40° et 50° Celsius. Beaucoup d'immigrés vivent dans des cabanes en bois et carton disséminées entre les serres, très éloignées du centre urbain, sans eau potable ni électricité.

2. Nous autres, membres du SOC, avons travaillé dans les serres, et nous savons avec qui nous y étions. Les fils des patrons font carrière, roulent en voitures de luxe, s'amusent, tandis que les journaliers payés entre 20 et 35 euros [par jour. NdT] *ont encore des salaires non versés. Dire cela ce n'est pas mentir, c'est être responsable.*

3. À Alméria il n'y a pas de courage politique pour aller jusqu'au bout de quoi que ce soit, l'entreprise privée a toujours tout fait et a dépassé n'importe quel accord de l'administration... Tout empire : les nombreuses réunions entre les agents sociaux et la subdélégation du gouvernement d'Alméria ne mènent à rien. Ici, ceux qui commandent ce sont les propriétaires, le capital. C'est la guerre économique : d'abord les banques, et après les individus.

Les contrats de travail permettant aux immigrés d'être régularisés ne répondent pas aux exigences de la loi sur les étrangers (un an de présence et être à jour de ses cotisations à la Sécurité sociale), et ceux qui en subissent les conséquences ce sont eux, les travailleurs immigrés. Le message du Bureau de la main-d'œuvre étrangère est très clair : si les propriétaires ne respectent pas les normes législatives, les immigrés n'auront pas de papiers.

4. Pour finir, nous disons que nous n'appelons pas au boycott des produits d'Alméria, ce que nous voulons c'est qu'on applique la législation du travail, que l'on verse les salaires prévus par les accords, qu'on respecte les mesures de sécurité au travail, que les logements loués aux travailleurs par les entreprises répondent aux normes d'habitabilité, que toutes les journées ouvrées soient déclarées à la Sécurité sociale.

Ceci, dans un État de droit, ça s'appelle respecter les lois votées au Parlement. Le débat est là. Nous pouvons tous dire non pour changer ce système sauvage.

La presse responsable devrait emboîter les pas du Guardian *et de Felicity : chercher où est la vérité !* »

Spitou Mendy a raison de mettre ainsi en évidence la mauvaise foi des journalistes espagnols, même s'il est vrai que ce type d'exploitation n'est pas l'exclusivité d'un seul pays. Mais là-bas comme ici, il faudra bien que les prolétaires n'aient plus de patrie – ni de patrons.

Ramon Pino
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

---

1. Voir *Le Monde libertaire*, n° 1594 et 1596.

2. En 2000, à El Ejido, eurent lieu des ratonnades contre la communauté immigrée : une soixantaine de blessés, logements détruits, aucune arrestation chez les agresseurs.

3. Parti populaire : parti de droite équivalent de notre UMP, mais avec d'anciens partisans du mouvement franquiste.

Fini l'ère du besoin

Il est temps de développer l'abondance

« Pour la première fois depuis le fond des âges, ce siècle a porté l'humanité à un niveau de développement technologique qualitativement nouveau, d'où elle peut jeter sur son expérience un regard entièrement neuf. Notre siècle a fini par déboucher sur la perspective de l'abondance matérielle pour tous, les moyens d'existence étant disponibles en suffisance sans qu'il soit besoin de se tuer chaque jour au travail »
(Murray Bookchin, « Au-delà de la rareté[1] »).

Vincent Gerber

www.ecologiesociale.ch

« *La nature n'est pas pingre,* elle est féconde » a souvent clamé Murray Bookchin (1921-2006), tout en peignant ses aspirations pour une société humaniste moderne qui aurait dépassé le stade du manque et de la rareté. Un concept qu'il définira sous le terme de *post-scarcity* (généralement traduit en français par « après-rareté » ou « au-delà de la rareté ») et qui donnera son nom au livre qui le rendit célèbre : *Post-Scarcity Anarchism*[2].

Dans l'optique de son écologie sociale[3], Bookchin affirme que l'austérité, le prétendu « retour à la bougie » souvent brandi par les opposants de l'écologie ne sont pas une condition *sine qua non* pour s'accorder avec la nature. Depuis les années 1950, l'humanité entière se trouve potentiellement en mesure de subvenir à ses besoins sans lutter. Grâce au développement technologique, nous nous trouvons au seuil d'un tout nouveau paradigme de société, celui d'une société d'abondance. Une position favorable encore jamais atteinte par une civilisation.

En effet, les pénuries des siècles passés ne sont que de lointains souvenirs dans nos sociétés modernes. La nature est dotée de ressources incroyables qui nous offrent, si on la traite correctement, de quoi se nourrir, se vêtir, se loger ou encore s'approvisionner en électricité de façon durable. Et cela sans recourir à des méthodes chimiques ou industrielles. Une économie morale de gestion plutôt que marchande pourrait être mise en place. Elle en serait différente dans le sens où « *prix, ressources, intérêts personnels et coûts ne jouent aucun rôle dans une économie morale. Les services et les provisions sont disponibles en fonction des besoins, sans "tenir compte" de ce qui est pris et donné*[4] ».

Se placer volontairement au-delà de la rareté donne les moyens de redéfinir le sens même de nos existences, soit sortir de la lutte quotidienne pour la satisfaction de nos besoins vitaux (limités à travailler pour de l'argent nécessaire à l'achat des biens essentiels que d'autres possèdent et vendent), pour entrer dans celle d'une réelle jouissance durable des ressources à disposition. En clair : passer du stade de la survie à celui de la vie elle-même. Par l'assurance d'assouvir ses besoins vitaux, on répond à la première des deux conditions préalables de la liberté. La seconde demande encore un accès direct au pouvoir de décision quant à ce qui nous concerne directement.

La notion de besoin demande malgré tout d'être bien comprise et redéfinie. Aujourd'hui, « *notre société capitaliste fondée sur le profit, sur la production pour la production et sur la consommation pour la consommation, fausse radicalement notre conception des besoins*[5] », constate Bookchin. Ce à quoi il ajoute ailleurs que « *tout comme la production de biens n'est plus reliée à leur fonction de valeurs utilitaires, d'objets d'utilité réelle, les envies ne sont plus reliées au sentiment de l'être humain de ses besoins réels*[6] », soit ceux qui satisfont réellement nos envies. Il est de fait primordial de retrouver une production dédiée à la satisfaction des besoins réels et fondamentaux. Par ceux-ci, il faut comprendre les besoins élémentaires, entre autres physiques (se nourrir, se vêtir, se loger, etc.), affectifs et sociaux (créer des liens, partager, aimer) et enfin les besoins culturels (s'instruire, se divertir).

La contrepartie à se reconnecter aux besoins réels demande de se libérer des « faux besoins » artificiellement créés. Cela consiste à supprimer tous les excès, le luxe et l'inutile pour un retour à l'essentiel, à ce qui a du sens, autant pour des raisons écologiques que de bien-être personnel. Il est question d'épurer la production et l'organisation économique de tout le superflu qu'elle a accumulé depuis des années et de cette imposante industrie marketing dont le seul but est de pousser à consommer. Ce principe – qu'on retrouve aujourd'hui largement promulgué par le mouvement pour la décroissance[7] – signe l'arrêt définitif du consumérisme.

Le changement psychologique que permet une société d'après-rareté induirait ainsi une autre vision des biens de consommation et, au final, sur notre propre personne : « *La qualité et la beauté remplaceront l'obsession actuelle de la quantité et de la standardisation, la recherche de la durabilité remplacera celle de l'obsolescence ; au lieu de la valse saisonnière des styles, on appréciera les objets que l'on soigne et à travers lesquels on goûte la sensibilité singulière d'un artiste ou d'une génération. Affranchis de la manipulation bureaucratique, les hommes pourront redécouvrir le charme d'une vie matérielle simple, désencombrée, et comprendre à nouveau ce que signifient des objets qui existent pour l'homme par opposition avec ces objets qu'on nous impose. Les rites répugnants du marchandage et de l'accumulation céderont devant les actes chargés de sens que sont le faire et le donner. Les choses cesseront d'être les prothèses indispensables au soutien d'un moi misérable et aux relations entre des personnalités avortées ; elles refléteront des individualités autonomes, créatrices, en plein essor.*[8] »

Se retrouver « au-delà de la rareté » ne désigne d'ailleurs pas seulement un état où les besoins essentiels peuvent être satisfaits. Les répercussions vont bien plus loin. En amenant la sécurité de l'existence et en supprimant tout l'engrenage psychologique de l'angoisse artificiellement créé du manque et de l'envie engendré par cette rareté, on crée la condition nécessaire au développement d'une société rationnelle, apaisée et non aliénée. Une fois délivré de cette lutte pour l'existence qui conditionne nos relations, chacun peut porter son regard au-delà de ses besoins propres. Il serait dès lors possible de se concentrer sur son développement personnel et celui de sa communauté. De s'impliquer dans son milieu et s'y intéresser. Une position qui rend possible une réelle démocratie, en tant que système d'autogestion des affaires politiques par le corps de citoyennes et citoyens.

Entrevu au milieu du boom technologique des années 1950 et 1960, ce potentiel des sociétés modernes est néanmoins resté à l'état d'utopie. Malgré le développement des savoirs et les preuves des possibilités actuelles dans les domaines de l'énergie verte, des transports peu polluants, de l'habitat écologique, de l'agriculture biologique et ses dérivés non industriels, etc., le bénéfice humain qu'il y avait à en tirer est resté lettre morte[9]. Il a même été tu, combattu, car s'opposant directement aux intérêts économiques de grandes firmes commerciales. Plutôt que de se libérer et se démocratiser, les savoir-faire tout comme les techniques écologiques et les alternatives offertes par la nature ont été privatisés ou réglementés (par des copyrights ou des brevets, par exemple sur les semences), mis de côté ou combattus (maisons en paille, yourtes, etc.) pour ne pas concurrencer des business lucratifs. Alors que tout le monde avance les chiffres de la faim dans le monde[10], peu soulèvent la triste ironie qui ressort de cette expression parmi d'autres du maintien de l'humanité dans une société de rareté.

La question qui se pose est : pourquoi ? Pourquoi n'avons-nous pas cherché à utiliser ces techniques connues depuis des décennies pour faire les premiers pas vers une société d'abondance, ne serait-ce que pour le minimum vital ? Les réponses sont relativement complexes mais certaines pistes peuvent être articulées. Les technologies permettant l'abondance et l'utilisation rationnelle des ressources sont tout d'abord incompatibles avec les modes de production industriels, uniformisés et à grande échelle qui dominent aujourd'hui. Il faudrait aussi citer le développement continu d'une logique économique vicieuse qui tend à rendre tout commercialisable, acheté plutôt que mis gracieusement à disposition, dans le but de faire fonctionner la machine économique censée créer des emplois et assurer par ce biais une meilleure existence – alors qu'elle l'entrave.

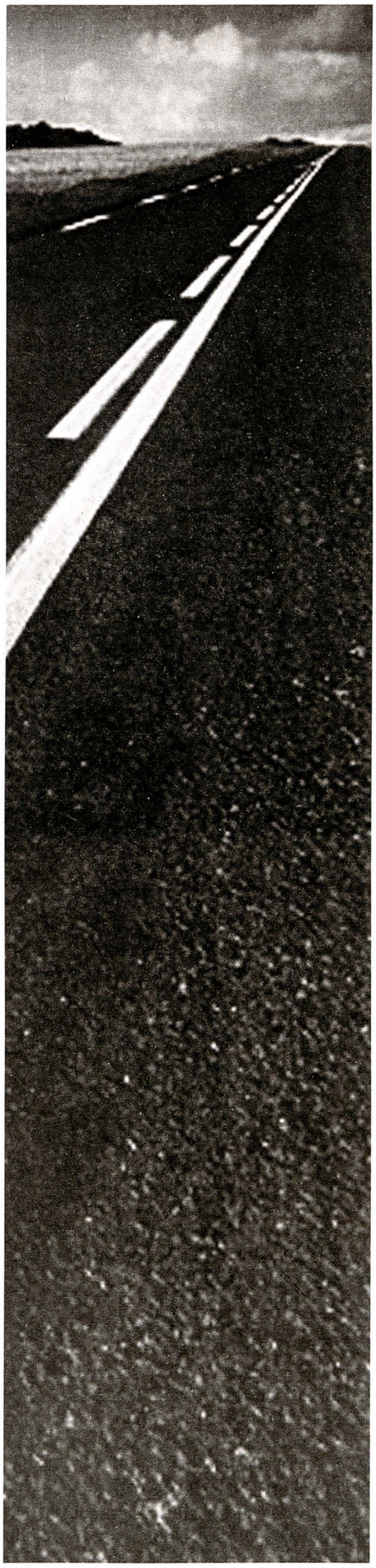
Sous d'autres points de vue, beaucoup craignent que l'abondance mènerait au gaspillage, à la surconsommation et donc aggraverait en réalité la crise écologique plutôt qu'elle aiderait à la résoudre, et qu'un rationnement des ressources serait plus crédible en soi. De façon intéressante, Bookchin prend le contre-pied de cette croyance populaire en montrant que l'abondance, à l'inverse de la peur de manquer de quelque chose, détourne d'une consommation abusive. Elle représente même selon lui une condition d'une gestion rationnelle des ressources. En mettant à disposition de tous les produits de consommation recherchés, on « guérit » la personne des aberrations de la consommation de masse. L'abondance, si elle est suivie d'un changement radical du paradigme économique, mettrait ainsi fin au gaspillage, à la consommation à outrance (la consommation pour la consommation), à l'accumulation de biens et aux dégâts écologiques qui y sont liés. Elle lierait justement à nouveau la consommation au besoin et à l'envie réelle[11].

Sur la perspective d'une société d'après-rareté, l'historien suisse Olivier Meuwly a fait remarquer que « *Boochin part d'une société prospère, mais elle ne l'est que par les principes justement jugés par Bookchin comme corrupteurs*[12] ». C'est bien le cas aujourd'hui et c'est aussi ce qu'il faut changer. Bookchin insiste seulement pour dire que l'un peut exister sans l'autre. Tout son raisonnement porte sur le fait que notre modèle centralisé, industriel et à haut rendement peut être avantageusement remplacé par un système local, décentralisé, moins rentable selon les valeurs actuelles, mais plus efficace, plus humain, mettant mieux à profit

les ressources naturelles sans les détruire et offrant tout autant si ce n'est davantage. Mais pour cela, il faut sortir du paradigme structurel actuel.

Reste la question de fond de sa réalisation concrète. Est-ce une réalité tangible ou seulement un séduisant idéal ? Avons-nous aujourd'hui les moyens d'offrir à chacun ce qu'il faut pour vivre décemment et libérer l'humain de sa quête perpétuelle de la subsistance ? La réponse ne peut être oui ou non et les éléments à prendre en compte sont infinis et dépendent du contexte de chaque lieu, d'importantes questions logistiques, etc. On peut cependant avancer l'idée que l'abondance peut résulter d'un équilibre (souple et relativement large) à trouver entre de nombreux facteurs, dont les capacités de production d'un lieu et de son environnement, les besoins et donc de la taille de la population qui y habite, etc. Un retour progressif à une vision et une gestion locales et rationnelles permettrait dans cette optique de s'approcher de cette zone d'équilibre. Le grand problème consiste surtout à revoir nos modes de production, de distribution et de consommation de nos ressources, c'est-à-dire leur gestion. Quoi produire, pourquoi, comment, pour qui, sont autant de questions à replacer dans le contexte d'une économie au service des gens et décentralisée. Et les sonnettes d'alarme tirées autour de la question de la nécessité de la souveraineté alimentaire alors que la dépendance face aux importations grandit en Europe (avec d'importants problèmes en prévision en vue avec l'augmentation prévue du prix du pétrole) vont bel et bien dans ce sens.

Dans son propos, Bookchin affirme que ce qu'il manque pour réaliser une société d'après-rareté, ce n'est pas de nouveaux développements, mais la réalisation des possibilités dont dispose déjà la société actuelle. Et c'est bien cette tension provoquée entre ce qu'il est possible de faire et la réalité vécue et apparente – soit la pauvreté, la faim, le travail pour vivre amenant à vivre pour travailler, les crises artificielles subies en raison des humeurs du marché, etc. – qui devient un point de levier poussant au renversement de la situation actuelle. Par la prise de conscience que cette situation, qu'on nous présente comme une fatalité, est en réalité maintenue artificiellement (peut-être plus structurellement que consciemment), on crée en soi un facteur réel de changement et de profonde remise en question. « *Un autre monde est possible* », scandent les militantes et les militants à travers les frontières. Ils ont raison. Et si ce nouveau monde accepte d'offrir universellement l'accès aux biens de première nécessité, alors il pourrait sonner la fin de la domination psychologique, économique et sociale qu'ont représentée nos précédentes sociétés, qui évoluaient dans des économies où la rareté régnait encore en maître. **V. G.**



1. In M. Bookchin, *Pour une société écologique*, Christian Bourgois, 1976, p. 22.

2. Ramparts Books, 1971.

3. Voir une présentation générale : V. Gerber, « Les trois facettes de l'écologie sociale », *Le Monde libertaire*, n° 1619, monde-libertaire.fr. (*Ndlr.*)

4. M. Bookchin, « Market Economy or Moral Economy », in M. Bookchin, *The Modern Crisis*, New Society Publishers, 1986, p. 92.

5. M. Bookchin, « La "crise de l'énergie", mythe et réalité », in *Pour une société écologique*, *op. cit.*, p. 205-206.

6. M. Bookchin, *The Ecology of Freedom : The Emergence And Dissolution Of Hierarchy*, AK Press, 1982, p. 136.

7. Mouvement qui n'est pas homogène et s'il comporte, certes, des tendances *deep ecology* et de louches appétences pour une société non pas seulement sobre mais, pire, austère et sans réjouissances, il ne peut être considéré comme un seul et même bloc de conceptions et de pratiques – erreur que peuvent faire certains commentateurs mal avertis de la diversité des pensées écologistes. (*Ndlr.*)

8. M. Bookchin, « Vers une technologie libératrice », in *The Ecology of Freedom*, *op. cit.*, p. 134.

9. Les expériences d'agriculture biologique menées par Jack et Nancy Todd ainsi que Bill McLarney au New Alchemy Institute (thegreencenter.net) et dans le cadre d'Ocean Ark (oceanarks.org) constituent à ce niveau un exemple très parlant de créations intelligentes remplaçant les machines par des organismes vivants et se montrant plus efficaces que ces dernières. Leurs rendements en agriculture biologique notamment ont atteint des niveaux trois fois supérieurs à ceux de l'époque qui utilisaient des produits chimiques et des engrais. Voir Nancy J. Todd, *Ecodesign : des solutions pour la planète*, éd. Ecosociété, 2007.

10. Sans pouvoir entrer dans les détails, on estime à un milliard les personnes souffrant de la faim. (*Ndlr.*)

11. Il manque des exemples pour pouvoir confirmer ou infirmer la théorie de Bookchin sur ce point. Il faudrait observer le développement des comportements des utilisateurs d'internet en termes de consommation de biens culturels (films, musique, littérature, etc.), et voir si l'accès à un immense réservoir de titres tend plus vers une accumulation ou une sélection véritablement intéressée de titres. Aujourd'hui, la tendance donne tort à Bookchin, mais le phénomène est encore trop nouveau pour pouvoir y porter un jugement objectif. Cette profusion-là doit encore être apprivoisée.

12. O. Meuwly, *Anarchisme et modernité*, L'Âge d'Homme, 1998, p. 207-208.

Série américaine

Chapitre 1 : La reprise sans emplois

Quand un voyageur de passage livre une réflexion sur l'état de la société nord-américaine où la subjectivité croise des bribes d'analyse.

Charles Reeve

C'EST EXCEPTIONNEL, mais cette fois-ci le policier qui contrôle les passeports à l'aéroport de Newark est plutôt bavard.

— Vous êtes électricien à la retraite ? Je suppose que vous faites toujours des petits travaux par-ci et par-là…

— Non, vraiment, je ne cours pas après…

— Vraiment ? Eh bien, moi, je ne dis pas non.

Il faut ensuite se soumettre au désagréable exercice du scan des doigts des deux mains.

— Vous savez, je l'ai déjà fait il y a deux ans. Depuis je n'ai pas changé mes mains…

— Certes, mais ILS veulent savoir si vous êtes bien vous.

— Allons-y…

— Eh bien, Big Brother dit que vous êtes bien vous ! Au revoir, faites un bon séjour.

Suis-je encore tombé sur un lecteur d'Orwell ? C'est peu probable, je penche plutôt pour un sympathisant du Tea Party.

Pour un début de séjour, c'est original…

La novlangue « Wall Street English »

Inaptes à prévoir les crises du capitalisme, les gouvernements ne manquent pas de faire du zèle lorsqu'il s'agit d'annoncer leur fin. Selon l'administration nord-américaine, la récession actuelle est terminée depuis plus d'un an. Cette précision des « spécialistes de l'économie » ne convainc pas ceux dont les fragiles conditions de survie continuent de se dégrader, en tout premier lieu, les chômeurs. Dans la foulée de la « croissance négative », nous avons désormais la « *reprise économique avec maintien du chômage et augmentation de la pauvreté* ». Dans la langue officieuse, le fameux Wall Street English, le taux de chômage se maintient aux États-Unis, en ce début de 2011, autour des 10 %. Si l'on y ajoute l'immense cortège des « découragés », les largués de la vie et la masse des « précaires » misérablement payés, on dépasse facilement les 16 millions de personnes. Et ceux que l'on considérait auparavant comme « travailleurs intégrés », la « classe moyenne » de la sociologie nord-américaine, glissent inexorablement vers la condition de « travailleurs pauvres », perdant en chemin leurs anciennes conditions de travail et de salaire, avantages sociaux, régimes de santé et de retraite. Ces avantages sont en effet garantis par les conventions collectives de branche et gérés par les ripoux des mafias syndicales qui les ont la plupart du temps joués au casino de la Bourse.

Traduite du Wall Street English, la formule « *reprise économique sans reprise de l'emploi* » veut dire que nous assistons à une reprise des profits financiers et spéculatifs dans une économie dite « réelle » qui continue à s'enfoncer dans la crise de rentabilité. Comme le confirme le fait que la récession actuelle se caractérise, aux États-Unis, par le plus fort déclin de l'investissement en biens de production depuis la grande crise de 1929. Crise après crise, le capitalisme relève d'un cran le niveau de ce qu'il est convenu d'appeler le « chômage structurel » – formule froide qui veut légitimer une situation de paupérisation croissante et d'inégalités tout aussi croissantes. Si « reprise » il y a, il faut la chercher du côté du grand patron de Goldman Sachs – la grosse banque d'affaires de Monsieur Geithner, un des proches d'Obama – qui vient de voir son salaire annuel passer de 600 000 à deux millions de dollars (bonus non compris).

Un aspect nouveau de la crise actuelle de l'endettement est la faillite annoncée des États de l'Union. L'ensemble de la dette de tous les États atteint, à la fin 2010, 140 milliards de dollars et deux d'entre eux, l'Illinois et la Californie, se trouvent au bord de la faillite, ce qui constitue une première depuis les années 1930. L'Illinois, naguère un des centres du capitalisme industriel nord-américain, lève de moins en moins d'impôts et, conséquemment, n'a plus les moyens de payer ses factures et ses dettes. Des administrations de cet État se font expulser des immeubles qu'elles occupent parce que les loyers ne sont plus payés, des centaines de travailleurs sociaux touchent leurs salaires en retard, des milliers de pharmacies privées font faillite faute de règlement des remboursements des services de santé. Incapables de régler une gigantesque dette de 4,5 milliards de dollars, les politiciens locaux ont cru trouver une solution au problème. Ils proposent de vendre une partie de la dette d'État à des investisseurs de Wall Street... Après l'immobilier, ce sont les dettes des villes et des États qui viennent alimenter la spéculation sur les créances pourries.

Retraités sans retraite

À la fin septembre 2009, dans la petite ville de Prichard, en Alabama, les 150 retraités des services municipaux ont eu une effrayante surprise : l'arrêt brusque du versement de leurs pensions de retraite dont le fonds était géré par la mairie. Un an plus tard, fin 2010, les médias nationaux se penchent enfin sur leur triste sort. Et ces retraités sans pension se découvrent à l'honneur en première page des grands quotidiens nationaux. Le message s'adresse, bien évidemment, à d'autres qu'eux : « *L'impensable peut arriver !* », « *Prichard, c'est le futur !* » On rappelle au passage que des États sont au bord de la faillite et que de grandes villes comme Philadelphie et San Diego pourraient bien suivre l'exemple de Prichard, que la ville de New York peine déjà à financer les pensions de ses employés, que l'État de Maryland augmente l'âge de passage à la retraite pour ses fonctionnaires, que plusieurs États prévoient une baisse des pensions, etc. L'avertissement est clair : les retraites publiques sont menacées !

Dans les années 1960, Prichard était une petite bourgade prospère de 45 000 habitants, avec deux grands magasins, deux cinémas, un petit zoo... Le déclin a été rapide ; en trente ans, l'activité économique s'y est effondrée, la ville a perdu la moitié de ses habitants, les magasins et le zoo ont fermé. En 1999, entre chute des rentrées fiscales, mauvaise gestion et corruption politique, la ville se déclare en faillite. Les politiciens locaux commencent par réduire les pensions des fonctionnaires municipaux. Puis, on déclare qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses et que c'est fini : « *No more pensions !* » La loi fédérale prévoit que si une entreprise privée fait faillite, le gouvernement fédéral doit prendre en charge le fonds de pension et assurer le paiement (parfois une partie seulement) des retraites. Mais cette loi ne s'applique pas aux travailleurs des services publics et municipaux. Alors ? Depuis septembre 2009, une dizaine de « retraités sans retraite » sont morts dans la détresse, les plus valides ont repris des petits boulots, d'autres encore se sont engagés dans une interminable procédure judiciaire de compromis, acceptant une baisse du montant des retraites qui leur sont dues. Certes, Prichard se trouve au fin fond de l'Alabama, et les choses ne se passeraient pas de la sorte en Californie ou à New York. Pourtant, cette résignation n'est pas exceptionnelle, elle est un cas extrême qui traduit l'état de paralysie du monde du travail aux États-Unis, assommé par les effets de la crise après des décennies d'intégration. Incapables de réagir, les travailleurs acceptent docilement de se laisser mourir au nom du profit.

À Prichard, il n'y a pas eu de protestations ou de manifestation. Seule action collective, fin décembre 2010 : une douzaine de retraités sont humblement venus demander au conseil municipal une aide pour passer les fêtes. Le maire était absent, probablement en vacances en Floride. Ils n'ont rien cassé, ils sont repartis comme ils étaient venus – sans retraites !

Faut-il sauver le soldat Manning ?

Les transformations des formes d'exploitation du travail s'accompagnent toujours de mutations des formes de domination sociale et politique. L'évolution autoritaire du système démocratique, sa progressive bureaucratisation, la concentration des pouvoirs au sommet de l'État sont à mettre en rapport avec les difficultés de rentabilité et l'accroissement de l'exploitation et la baisse des coûts du travail. La politique d'immigration est un aspect important de cette évolution. Aux États-Unis, d'importants secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services ne peuvent fonctionner qu'en ayant recours à l'exploitation des travailleurs immigrés, avec ou sans papiers. Or, les propositions xénophobes du Tea Party s'opposent ouvertement aux intérêts de ces secteurs capitalistes. D'où des clivages, plus ou moins importants, qui expliquent les blocages de la machine politique fédérale, forcée de chercher continuellement des compromis entre les différentes fractions de la classe dirigeante.

La mise en place de formes répressives, sans cesse plus agressives, caractérise la bureaucratisation du capitalisme moderne. C'est cette tendance qui se manifeste sous couvert de lutte « anti-terroriste » et d'« exigence sécuritaire ». La récente croisade, particulièrement virulente aux États-Unis, contre Wiki Leaks en est éclairante.

Si les révélations de Wiki Leaks ont montré les limites d'un journalisme respectueux des pouvoirs politiques, c'est avant tout le culte du secret dans la gouvernance d'un pouvoir politique centralisé qui s'est vu menacé. Dévoiler ce mode secret de fonctionnement, même sur des questions banales et apparemment inoffensives, fut officiellement présenté comme une « trahison envers le système ». La proposition de Mme Sarah Palin d'éliminer Julien Assange (« *We should hunt him down, like Bin Laden* », a-t-elle suggéré...) exprime la version caricaturale de cette préoccupation.

Comme on le voit depuis un certain temps en Chine, comme on l'a vu plus récemment en Tunisie et en Égypte, Internet est une puissante technique de communication et d'information qui peut mettre à mal la censure d'État. Plus encore, elle peut être utilisée comme un moyen de mobiliser la contestation. Le cas de Wiki Leaks montre aussi comment, y compris dans les États où domine la démocratie formelle, les nouvelles techniques de l'information permettent un accès relativement facile à des sources que les gouvernements veulent garder secrètes.

Par sa croisade, le pouvoir politique a très vite transformé cette affaire en un cas de culte de la personnalité. Et pendant qu'on se focalisait sur Julien Assange, la machine répressive s'est acharnée sur Bradley Manning, le soldat nord-américain censé avoir fourni à Wiki Leaks les 200 000 rapports diplomatiques sur la guerre en Afghanistan. En prison depuis juin 2010, confiné à l'isolement, torturé, il est à craindre que Manning paie chèrement cette atteinte au fonctionnement chaque fois plus secret des États démocratiques modernes. Malheureusement sans éveiller beaucoup de soutien dans la cohorte de celles et ceux qui ont vite succombé au culte de Julian Assange. De ce point de vue, la manipulation de la propagande officielle a une fois encore atteint son but.

C. R.

Année du Mexique en France

Sous les flonflons, les canons

Jean-Pierre Petit-Gras

C'EST DANS L'ANNUAIRE de la ville de Toulouse : 2011 sera « l'année du Mexique en France ». Certes, les organisateurs du festival Río Loco n'ont pas trop le sens de l'orientation, puisqu'ils situent la patrie d'Emiliano Zapata et Amparo Ochoa… en Amérique du Sud. Mais gageons que les multiples et coûteuses « rencontres culturelles », à Toulouse et un peu partout en France, sauront leur ouvrir un peu les yeux sur la géographie. Et sur quelques autres réalités. Ils auront notamment tout loisir de découvrir les généreux mécènes de cette belle aventure. Pour la France, il s'agit du groupe militaro-industriel (pardon, de « sécurité-défense ») Safran. Pour le Mexique, aux côtés de l'organisation paragouvernementale Pro México, ils feront connaissance avec Miguel Alemán Velasco. Un inquiétant personnage, sur lequel nous reviendrons. Il leur faudra auparavant tenter de comprendre dans quel contexte les deux grands hommes qui président aux destinées de nos pays ont décidé de renforcer ainsi les « relations bilatérales » franco-mexicaines. S'agit-il de relancer une vieille amitié, celle qui puise toute sa force dans la célèbre lettre de Victor Hugo aux habitants de Puebla ?

Que se passe-t-il au Mexique ?

Le dernier supplément de *La Jornada* sur les peuples indigènes, Ojarasca, publie un article écrit en 1914 par le grand reporter nord-américain John Reed, intitulé « Que se passe-t-il au Mexique ? ». L'auteur y proposait à ses compatriotes une fine analyse des causes et de l'ampleur réelle de la révolution qui était en train de se dérouler dans le pays, ignoré et stupidement méprisé par une majorité de *gringos*.

Les nouvelles qui aujourd'hui parviennent de temps à autre à percer l'épaisse complicité des grands médias sont des plus alarmantes. Plus de 15 000 morts en 2010, tombés sous les coups de ce que l'on essaie de faire passer pour une « *guerre contre le crime organisé* ». Corps décapités ou calcinés, fosses communes, affrontements à l'arme lourde, enlèvements, rien ne manque au tableau…

La question posée par Reed est plus que jamais d'actualité.

Car, au-delà du sensationnel, de l'insupportable répétition des tragédies et des discours officiels sur la « *guerre contre le narcotrafic* », ce sont bel et bien les classes populaires qui paient le prix fort. À côté des jeunes chômeurs, marginaux ou militaires embauchés par les gros bonnets de la drogue pour escorter les chargements illicites et disputer le terrain aux gangs concurrents, les principales victimes de cette sale guerre sont ces ouvrières des *maquiladoras*[1] (Chihuahua). Ces paysans abattus au bord d'un chemin au Guerrero. Ces villageois indigènes encerclés par des groupes paramilitaires, comme à San Juan Copala (Oaxaca). Ces responsables des biens communaux enlevés et assassinés à Santa María Ostula (Michoacan). Ces milliers de migrants mexicains ou centre-américains, cibles eux aussi de la violence dans leurs pays et régions d'origine, persécutés, rançonnés, massacrés, tant par les membres de la police mexicaine que par les gangsters des cartels… Sans oublier, enfin, l'implacable et multiforme guerre de basse intensité menée contre les communautés zapatistes en résistance, dans les montagnes et les forêts du Chiapas.

L'objectif de ce « nettoyage ethnico-social » est purement et simplement de terroriser les secteurs de la population faisant encore obstacle aux changements programmés de l'usage des sols, d'obtenir l'expulsion

massive de ce qui reste de paysans pratiquant l'agriculture d'autosubsistance. Ceux-ci doivent céder la place aux exploitations agro-industrielles, consacrées aux monocultures d'exportation ou à l'alimentation à bas coût de populations de plus en plus urbanisées et dépendantes. Ou bien, il s'agit de développer les mégaprojets énergétiques (barrages, gigantesques « fermes » éoliennes, mines à ciel ouvert), les immenses complexes touristiques, la prospection et l'exploitation des ressources de la biodiversité naturelle, etc. En un mot, faciliter le passage du rouleau compresseur industriel et financier, de la barbarie du capitalisme.

L'ennui, pour les dirigeants mexicains qui se succèdent, à la tête du gouvernement fédéral comme dans chacun des 32 États du pays, bien disposé à continuer de vendre au plus offrant les richesses naturelles et humaines à une économie mondiale se ruant sur ce qui reste à ronger de l'os planétaire, c'est qu'une partie encore significative de la population traîne les pieds. Ou pis encore, elle refuse obstinément de quitter la terre et la vie qui va avec : une large autonomie, une solidarité concrète entre les individus, le partage d'une culture riche et vivante, l'organisation régulière de fêtes et la manifestation réitérée de l'envie de demeurer ensemble malgré la pauvreté. Ce refus s'appuie sur des pratiques anciennes d'organisation communautaire, indépendante des partis politiques, de leurs manœuvres – souvent criminelles – de division et de domination. C'est bien là que se trouve la principale explication à cette guerre sans fin. Celle qui ensanglante un pays dont les régions à majorité indigène subissent depuis plusieurs décennies une véritable occupation militaire. Les villes, dont les quartiers populaires se sont eux aussi organisés, et même soulevés contre le pouvoir régional, comme à Oaxaca en 2006, sont elles aussi la cible de cette militarisation et d'une omniprésence policière, facteurs de violence et d'insécurité. Des villages et des *ejidos*[2] comme ceux de San Salvador Atenco, dans la grande banlieue de Mexico, qui ont refusé catégoriquement l'expropriation et la transformation de leurs champs en pistes d'aéroport, ont également payé le prix fort en termes d'agressions policières, d'arrestations massives, de tortures et de viols. Mais la résistance de tout un peuple est là, multiforme, quoique savamment ignorée et dissimulée par une presse aux ordres.

2011, année de tous les dangers

2010 s'est achevée pour les Mexicains, au milieu des cortèges sinistres de meurtres en tous genres, par la curieuse et rocambolesque « libération » de Diego Fernandez de Ceballos, millionnaire et dirigeant du PAN[3], propriétaire de vastes *haciendas* dans l'État du Querétaro. Celui-ci aurait été enlevé et détenu pendant plus de sept mois par un groupe mystérieux, dont les communiqués singeaient mal une phraséologie de guérilléros. Et c'est finalement l'EZLN qui sera mise en cause par les déclarations d'un pseudo-« repenti ». L'agence de presse EFE fera faire le tour du monde à cette grossière manipulation, sans publier par la suite aucun des démentis et protestations de la part des nombreux individus et associations qui savent que les zapatistes n'ont jamais eu recours à de telles méthodes.

L'année du Mexique en France

C'est donc dans ce contexte quelque peu délabré que débute la vaste opération publicitaire, comprenant selon les organisateurs, plus de 300 manifestations, allant du Salon du Bourget au Festival de Cannes, de l'année du Mexique en France. Avec expositions de tableaux de Frida Kahlo et Diego Rivera, de masques de jade mayas… La culture comme cerise sur un gâteau peu reluisant, quoique juteux…

Comme il est écrit plus haut, le « président » de l'année du Mexique en France est, pour le Mexique, Miguel Alemán Velasco. Fils du président de la République fédérale Miguel Alemán Valdés, ex-gouverneur de l'État de Veracruz, ce monsieur a fait l'objet de n[illegible]uses accusations de corruption et de [illegible]nt des biens publics, ainsi que po[illegible]'il aurait entretenus avec les org[illegible]inelles du narcotrafic (le carte[illegible] les Zetas, tueurs encadrés par d[illegible] les forces spéciales mexicaines, [illegible]sidérablement renforcés sous son [illegible]

Pou[illegible]ment mexicain, cette série d[illegible]ns vise de toute évidence à [illegible]mmer l'image désastreuse la [illegible]le violence, à masquer la recru[illegible]uelle des opérations militaires e[illegible]aires.

Il s'agit e[illegible]e temps, probablement, de relancer la [illegible]motion touristique. Cette

activité, accompagnée de méthodes d'expulsion violente des habitants « primitifs » des lieux convoités et du blanchiment de l'argent favorisé par les opérations immobilières de grande ampleur, est un des secteurs d'« avenir » pour les satrapes qui contrôlent le pays. Mais il y a plus grave…

Du côté français, en effet, la présidence de l'année du Mexique a été confiée au président du groupe Safran, J. Paul Herteman. Et le « choix » de cette entreprise, spécialisée dans la « défense » et la « sécurité », le matériel militaire de haute technologie (« armement du futur » pour fantassin, moteurs et équipements d'avions et hélicoptères de combat, matériels de détection, d'identification et de contrôle biométrique) n'est pas anodin. Safran est présent au Mexique depuis vingt ans, et a semble-t-il équipé des unités de la police et de l'armée du pays en matériels sophistiqués. Lorsque Madame Alliot-Marie, ministre du président Sarkozy, déclare par exemple à l'Assemblée nationale que le gouvernement français projette l'envoi de policiers pour aider le dictateur Ben Ali à mater les manifestations de la population tunisienne, elle ne parle pas en l'air et s'appuie sur de solides précédents : des hommes du Raid se trouvaient déjà dans le sud-est mexicain, au Chiapas, en 1999… Leur mission ? Former des policiers mexicains aux opérations commandos. Depuis des années, de nombreuses « formations » ont été effectuées dans le cadre de tels accords de coopération. C'est que, comme l'a déclaré au journal *El Universal* l'attaché « sécurité » de l'ambassade de France à Mexico, notre pays a vécu des « *événements terroristes comparables à ce que le narcoterrorisme fait subir au Mexique* ».

Le groupe Safran a construit deux usines à Querétaro (le fief de Fernández de Ceballos, le politicien « enlevé » et « libéré » en décembre dernier). Les conditions de ces nouvelles installations ont été royales : terrains cédés, etc.

Enfin, le fils de Miguel Alemán dirige une compagnie d'aviation low-cost, Interjet. Cette entreprise a acheté une quinzaine d'Airbus, et participe, avec EADS et… Safran, à l'expérimentation d'un nouveau « biokérosène », fabriqué notamment à partir de salicorne[4]. Voilà qui est bon pour l'image d'une aviation dont les émissions de gaz à effet de serre croissent de 5 % par an. Mais les pêcheurs et les populations indigènes de l'État du Sonora, où l'on projette de cultiver massivement ces plantes, ne seraient peut-être pas tout à fait de cet avis, s'ils étaient consultés.

L'année du Mexique en France est donc, avant tout, une entreprise de manipulation. Elle vise à camoufler la situation dans ce pays, à justifier la participation aux violences exercées contre sa population, et à légitimer le pillage de ses ressources. En outre, le choix et la banalisation de tels sponsors témoignent d'une militarisation croissante de nos deux sociétés. Rien que dans la région de Toulouse, 150 000 chercheurs, ingénieurs, techniciens et ouvriers travaillent pour l'industrie des armements. Parmi eux, combien iront écouter la chanteuse mexicaine « engagée » Lila Downs ?

Une autre année du Mexique ?

Il est extrêmement attristant de voir qu'en même temps que certaines municipalités, des associations engagées dans l'organisation de manifestations culturelles, et naguère plus « militantes », se déclarent ravies de participer à cette funèbre mascarade… Ignorance totale de ce que recèlent ces montages onéreux, opérés, comme le rappelait un ami mexicain, sur le dos de nos deux populations ? Complaisance liée à des subventions et autres avantages ?

Il est en tout cas encore temps, pour beaucoup, de réagir et sortir de ces compromissions. Les individus, groupes et associations désireux de découvrir la culture, les résistances et les réalisations de l'Autre Mexique, celui d'en bas à gauche, des quartiers populaires et des communautés indigènes et paysannes, savent qu'il est possible de construire, pas seulement au cours de cette année, de véritables rencontres et échanges avec le pays de Frida Kahlo et Juan Rulfo.

J.-P. P.-G.

---

1. Usines bénéficiant d'une exonération des droits de douane pour pouvoir produire à un moindre coût. (*Ndlr.*)

2. Propriété collective attribuée à un groupe de paysans. (*Ndlr.*)

3. Parti action nationale. L'un des plus grands partis politiques du Mexique. Parti chrétien social. (*Ndlr.*)

4. Plante qui a la particularité, notamment, de pouvoir pousser dans un sol très salé. (*Ndlr.*)

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Auguste Vermorel

Anarchiste proudhonien et communard

Claude Fréjaville

Bien connu des historiens de la Commune de 1871, Vermorel est toutefois apprécié de façon contradictoire. Les partisans de la Commune voient en lui un révolutionnaire aux tendances autoritaires et pour les opposants c'est un réformateur venu presque par erreur à la Révolution ! Mais, dans tous les cas, on se garde bien de souligner son caractère libertaire et ses positions anarchistes. Le portrait peu flatteur et injuste qu'a laissé Vallès dans *L'Insurgé* ajoute à cette confusion.

Mais qui était donc Auguste Vermorel ?

Auguste Jean-Marie Vermorel est né à Denicé dans le Rhône, le 23 juin 1841. Il manifeste très jeune une ambition littéraire qu'il veut inscrire dans le courant réaliste, mais il délaisse rapidement ce projet de psychologie moraliste pour s'engager dans la voie du journalisme politique. Jules Clarétie remarque alors très justement que « *Vermorel était peut-être celui des jeunes gens qui, la plume à la main, avait le premier, sous l'Empire, commencé la lutte pour la liberté* ». En 1863, il écrit une remarquable préface pour la réédition de *La Servitude volontaire* de La Boëtie. Dans *La Presse de Girardin*, puis dans *Le Courrier Français*, qui deviendra l'organe français de l'Association internationale des travailleurs (AIT), il diffuse ses idées avec, notamment, la collaboration de Georges Duchêne et Pierre Denis. Le journal devint quotidien et Vermorel rappelait l'idée fondamentale de sa politique dans le numéro du 18 juin 1867 : « *Nous avons relevé le drapeau socialiste, affirmant les grands principes dont Proudhon a été le dernier confesseur et qui, depuis la suppression du Peuple, n'ont plus eu d'organe avoué.* »

Le jeune propagandiste voulait en finir avec la réaction et la trahison des hommes politiques qui prétendaient représenter l'opposition au Second Empire. « *Il faut arracher le masque à ces hommes. Il faut faire connaître leur passé* », écrivait-il dans une brochure de 1868. « *L'objet du socialisme*, écrit-il la même année, *est de supprimer le gouvernement, d'abolir le principe arbitraire d'autorité, et de substituer à la hiérarchie des pouvoirs politiques l'organisation des forces industrielles.* » Pour Vermorel « *mieux vaut pour le peuple, ou pour la minorité du peuple qui a conscience de son idée, s'abstenir que de voter contre ses principes et contre sa conscience* », mais il note que cette théorie « *si vigoureusement développée par Proudhon, aurait tout à gagner à être portée à la tribune, et à se trouver ainsi signalée aux réflexions du peuple entier qu'elle intéresse* ». En fait, les proudhoniens abstentionnistes seront contraints de présenter des candidatures de protestation à l'occasion des élections législatives de 1869. Ce faisant, ils renouaient avec la tactique proudhonienne de 1848, jusqu'à la candidature Raspail. Les historiens des réunions publiques, Dalotel, Faure et Freiermuth remarquent que « *celles-ci seront une occasion de dénoncer abruptement les députés de la gauche et de l'opposition* ».

L'histoire de cette résistance abstentionniste devenue protestataire des anarchistes proudhoniens avant la Commune n'a pas fait l'objet d'une étude approfondie. Elle est d'ailleurs généralement incomprise face à la marée électoraliste de cette fin de Second Empire. Gustave Lefrançais a raconté dans ses souvenirs cette démission révolutionnaire face aux élections et il explique comment il sera lui-même conduit à devenir candidat. Lors de sa prise de parole à l'Alcazar, il dit : « *Je suis désintéressé dans la lutte entre les deux candidats, étant abstentionniste !* », dès lors, « *je ne puis continuer. Les interpellations m'assaillent de tous les coins de la salle, « Que venez-vous faire ici ? Pas d'abstention ! À bas les abstentionnistes ! Vous n'êtes pas de notre circonscription...* », or, poursuit-il, *puisqu'ils ne veulent entendre que des candidats, je m'inscris dès maintenant comme tel, et qu'à ce titre je les convoque pour le surlendemain dans cette même salle, où j'exposerai mon programme. Et me voilà ainsi devenu candidat de l'abstention, à mon grand étonnement* ».

La plupart des abstentionnistes connaîtront ces difficultés et se transformeront, par la force des choses, en candidats de protestation. Mais ils ne seront pas mieux compris ainsi. Jules Vallès, en se présentant dans ces conditions contre Jules Simon, sera particulièrement maltraité en ne jouant pas le jeu électoral avec l'opposition socialiste. Même lors du plébiscite de 1870, les abstentionnistes auront encore des difficultés à se faire comprendre et estimeront qu'il faut, faute de mieux, conseiller le « non » aux campagnes...

Vermorel avait clairement déclaré : « *Il ne s'agit plus de savoir si le peuple sera gouverné par M. Rouher, ou par M. Thiers, ou par M. Garnier-Pagès. Il s'agit que le peuple se gouverne enfin lui-même.* » Et dans *Les Vampires*, il ajoutait : « *Il faut donc voter, et voter sans hésitation et en quelque sorte sans examen, contre les candidats officiels, puisque nous n'avons pas le choix de faire mieux* [...] *Mais n'oublions pas que, quand nous avons fait cela, nous n'aurons rien fait.* [...] *Il en est de ce remède politique comme de ces contre-poisons qui sont eux-mêmes des poisons et sous l'influence desquels il importe de ne pas rester.* » Il ne faut donc pas confondre ces candidatures socialistes révolutionnaires de protestation avec les candidatures de la « gauche » ou les candidatures ouvrières.

Cette propagande, inspirée par l'abstentionnisme proudhonien, regroupera les socialistes révolutionnaires aux législatives de février 1871 derrière des candidats soutenant un programme anti-autoritaire. Ainsi, en soutenant la candidature Rochefort, Vermorel précisait qu'« *il ne s'agit pas de rechercher si Rochefort sera capable de jouer un rôle au Corps législatif ; le simple fait de son élection sera une manifestation qui aura sa valeur par elle-même* ».

Dans L'Histoire de la Commune de Sempronius (pseudonyme de Charles Octave Mogeta et de Joseph Decembre), les auteurs remarquent qu'« *entre le parti socialiste et le parti libéral, l'antagonisme qui avait amené les journées de juin s'accusait de plus en plus ; ce fut M. Vermorel qui commença le feu dans* Le Courrier français, *journal dont l'audace fit naître le soupçon de connivence avec la police.* »

Vermorel s'attira en effet la haine des partis, la calomnie et les condamnations du gouvernement. En prison, il écrit deux ouvrages retentissants d'histoire et de politique contemporaine, mais il sera accusé de semer la division dans le camp républicain et le trouble parmi les opposants à l'Empire : « *Tous les systèmes politiques, écrivait-il, ne se sont guère préoccupés jusqu'ici que de déplacer le siège de l'arbitraire gouvernemental. Il s'agit toujours pour le peuple de savoir à quelle sauce il sera mangé et c'est pour lui une médiocre consolation que celle que peut lui donner la faculté de choisir lui-même la cuisine ou le cuisinier.* »

De nouveau à Sainte-Pélagie en 1870, il produira un livre, qui malgré son titre – *Le Parti socialiste* – est curieusement oublié. C'est un démenti, pour tous ceux qui affirment qu'il n'y a pas de théorie socialiste anti-autoritaire nettement exprimée avant la

Commune. « *Le rôle de la politique sera fini* », écrit Vermorel, car le politique s'exprimera par la société autogérée : « *Il ne doit plus s'agir pour les citoyens de contracter avec le gouvernement, car nous avons vu que le gouvernement n'a plus de raison d'exister en dehors d'eux. Il ne s'agit pas non plus que les citoyens contractent entre eux pour établir un gouvernement.*

Le contrat social est, au contraire, dans sa signification la plus élevée, l'acte par lequel l'homme et l'homme reconnaissent leur mutuelle égalité et leur mutuelle capacité, abdiquant l'un à l'égard de l'autre toute prétention au gouvernement, et s'associent pour développer leurs forces productives et échanger des services.

La société devient ainsi une association libre au lieu d'être une hiérarchie, et le pouvoir collectif est employé non plus au gouvernement mais au développement commun.

L'idée de contrat est exclusive de celle de gouvernement. Il s'agit d'opposer la notion de la justice commutative à celle de la justice distributive. »

Ce livre, qui devrait être un classique de la pensée anarchiste, dément avec force ceux qui veulent associer la personnalité de Vermorel au courant jacobin et autoritaire, il nous éloigne définitivement d'une confusion, soigneusement entretenue par les commentateurs de la Commune, qui consiste à associer l'attitude anti-autoritaire à une modération réformiste et la volonté révolutionnaire à l'action communiste. C'est surtout en cela que Vermorel semble gênant et c'est certainement pour cela qu'il est dédaigneusement ignoré. Vermorel développait le caractère profondément révolutionnaire et anti-étatique du fédéralisme d'un point de vue anarchiste, qu'il est impossible de confondre avec le radicalisme révolutionnaire, notamment de province, le municipalisme ou le régionalisme.

Vermorel s'engage dans la révolution communaliste et écrit le 20 mars 1871 : « *Bourgeoisie et peuple de Paris, ne regardez ni à Belleville, ni à Versailles, ni à Berlin, pour voir ce qui va vous arriver. Faites un retour énergique sur vous-mêmes, reformez-vous et constituez-vous afin de pouvoir repousser toutes les menaces ; aussi bien celles qui pourraient venir de la Révolution sociale que de la réaction triomphante ou de la Prusse reprenant l'offensive.* » Le comité central de la Garde nationale, établi à l'Hôtel de Ville depuis le 18 mars, n'entendait pas devenir un gouvernement et Vermorel déclarait dans sa profession de foi électorale : « *On veut reprendre l'Hôtel de Ville aux hommes qui s'en sont emparé. Mais ces hommes ne demandent pas à conserver le pouvoir. Ils y ont été appelés, non par leur volonté, mais par la force des choses. Ils se sont empressés de convoquer les électeurs pour le leur remettre... Le comité de l'Hôtel de Ville ne prétend point exister comme gouvernement ; il ne demande point qu'on le reconnaisse. Il ne demande qu'une chose : c'est de remettre son pouvoir au suffrage universel librement consulté* », car dans le cas où les élections n'aboutiraient pas, Vermorel note que « *le comité de l'Hôtel de Ville sera inévitablement poussé à agir dictatorialement* ». C'est donc bien pour éviter cela, qu'il insistait, avec tous les socialistes anti-autoritaires, sur les élections du conseil communal. C'est ce que les historiens ont nommé le « légalisme révolutionnaire » de la Commune, et ce qui a discrédité, aux yeux des anarchistes de la seconde génération, les communards proudhoniens. C'est donc cette attitude anti-autoritaire, justement méfiante à l'égard des socialistes jacobinisés qui, à défaut d'avoir été étudiée d'un point de vue révolutionnaire et anarchiste, a été qualifiée à tort de modératrice. Les anarchistes eux-mêmes semblent bien avoir été trompé par les mots et abusés par les formules imposées par les révolutionnaires autoritaires et reprises en choeur par les historiens.

Le 26 mars, Vermorel est élu membre de la Commune dans le 18e arrondissement de Paris (Butte-Montmartre). Il formera avec les révolutionnaires proudhoniens, comme Vallès, Lefrançais, Beslay et Arnould, une minorité socialiste que les historiens chercheront à minimiser voire même à nier parce

qu'elle ne répond pas exactement au mythe prolétarien consacré à l'événement. C'est pourtant dans le cadre de cette « idée révolutionnaire » anti-autoritaire qu'il faut interpréter l'attitude « légaliste » de ces derniers, qui comptaient surtout se préserver des réactions politiques des partis et des ambitions autoritaires d'un gouvernement. Cette position ne peut raisonnablement se confondre avec le municipalisme étroit de certains et fut clairement exprimée par Vallès et surtout par Pierre Denis dans *Le Cri du peuple* et par Vermorel dans *L'Ami du peuple* où l'on pouvait lire dans le premier numéro du 23 avril 1871 : « *La révolution du 18 mars est restée pure de toute compétition gouvernementale, et elle n'a pas été confisquée par quelques ambitieux, comme l'avaient été les révolutions antérieures du 29 juillet, du 24 février et du 4 septembre.* » Dans le numéro 2 du 24 avril, il définissait la révolution parisienne en ces termes : « *Il faut renverser de fond en comble l'ancien édifice gouvernemental, pour le reconstruire, d'après un plan tout nouveau, et sur les bases de la justice et de la science. La confiscation pure et simple des biens au profit de l'État est un expédient d'une valeur contestable, et, dans un temps normal, ce serait, il faut bien le dire, un acte détestable, parce qu'il reconstituerait nécessairement le despotisme d'État et irait ainsi directement contre le but de notre révolution qui est de détruire ce despotisme par l'émancipation communale.* »

Toute prétention autoritaire remettrait donc en cause cette volonté d'autonomie et l'idée même de la révolution fédéraliste. Or, alors que la bataille entre Versailles et Paris grondait, la Commune voulut, pour plus de fermeté, se doter d'un comité de Salut public. Les proudhoniens s'alarmeront et contribueront par leurs déclarations à constituer une minorité au sein même du conseil communal.

Le comité de Salut public fut élu par 34 voix contre 28 et, dès lors, entre minorité et majorité le conflit ira en amplifiant. Le 9 mai, on renouvela le comité de Salut public. La minorité est encore prête, aux vues des circonstances, à des concessions, mais ses membres sont évincés des services. Excédée, elle produit alors son manifeste et annonce qu'elle se retire dans ses arrondissements.

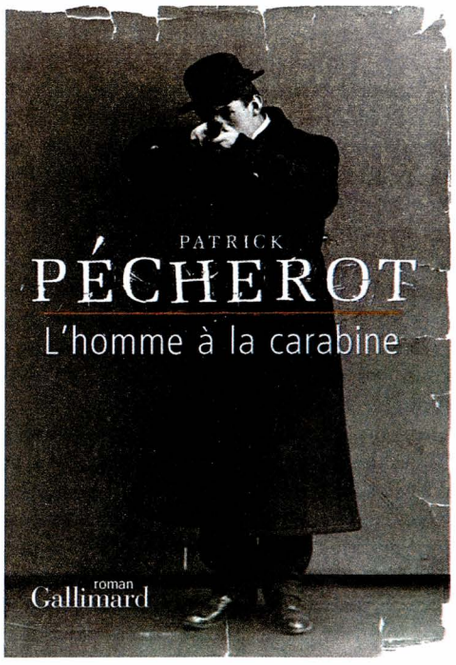
Les minoritaires ont témoigné de la présence d'une volonté anarchiste dans la Commune, et Jean Bancal a noté que « *c'est là que le groupe proudhonien des communards prend toute son importance* ». Ce fait est bien difficile à nier les documents à la main. Et, si l'on attache une certaine importance aux publications de l'époque, Vermorel a exprimé très clairement les idées de ce courant. Il essaya même, dès le 10 mai, de diffuser dans un journal quotidien, *La Justice*, l'opinion de cette minorité. Dans un article anonyme intitulé « La Commune », on pouvait même lire : « *La révolution du 18 mars est issue de l'anarchie, elle a vécu et a été soutenue par l'anarchie, c'est par l'anarchie qu'elle triomphera.* » (Numéro 3 de *La Justice* du 12 mai 1871).

Le 24 mai au Père Lachaise, Vermorel rendait un dernier hommage à Dombrowski qui venait de tomber au combat. La cérémonie était interrompue par les grondements du canon et fut, selon un témoin de la scène, un peu l'éloge funèbre de la Commune. Le 25 mai, Vermorel tombait à son tour à proximité de la barricade du Château-d'Eau (actuelle place de la République) où s'est fait tué Delescluze. Mortellement blessé, il dit à Ferré qui était venu le saluer : « *Vous voyez bien que la minorité sait se faire tuer pour la Commune.* » **C. F.**

André Soudy sous les projecteurs

Au sujet de *L'Homme à la carabine*

L'Homme à la carabine, c'est le titre du dernier roman de Patrick Pécherot, paru chez Gallimard. Si le sujet en lui-même n'est pas d'une grande originalité – « l'épopée » de la bande à Bonnot –, son traitement l'est davantage. Surtout parce que l'histoire tragique de ces anarchistes nous est pour une fois contée à travers un autre prisme que celui de Jules Bonnot : celui du jeune tuberculeux André Soudy, rendu célèbre par la photo (celle de la couverture du roman) que les flics ont prise de lui lors d'une reconstitution du braquage de Chantilly. C'est donc l'aventure de ce petit gars, auquel on s'attache rapidement, qu'on suit du début à la fin, jusqu'à son exécution dramatique, à la guillotine, le 21 avril, à l'âge de 21 ans. Ensuite, parce que le tout se présente à nous comme une peinture impressionniste, si je puis dire. On y trouve de tout : des chapitres narratifs « classiques », des *flash-back*, des commentaires de photographies, des « feuilles volantes », des entretiens, etc. Au premier abord, on pourrait trouver ça un peu « foutraque » et, les vingt premières pages, on a un peu de mal à savoir où on va. Mais, au fil de la lecture, l'ensemble se clarifie et prend une cohérence parfaite. Comme une peinture impressionniste : de près, on y voit que dalle, et plus on s'éloigne, plus on recule, et plus on parvient



à distinguer ce que son auteur a voulu peindre. L'ensemble est aussi très bien documentée et, sans jamais tomber dans le roman historique un peu lourdingue, nous apporte un éclairage érudit sur la bande à Bonnot, les milieux politiques qu'elle fréquentait de plus ou moins près et, de façon plus générale, sur cette Belle Époque qui n'était pas si belle pour tout le monde. Bref, cet *Homme à la carabine* est une fichue bonne lecture, poétique, émouvante, drôle, haletante et instructive. À ne pas louper, pour sûr !

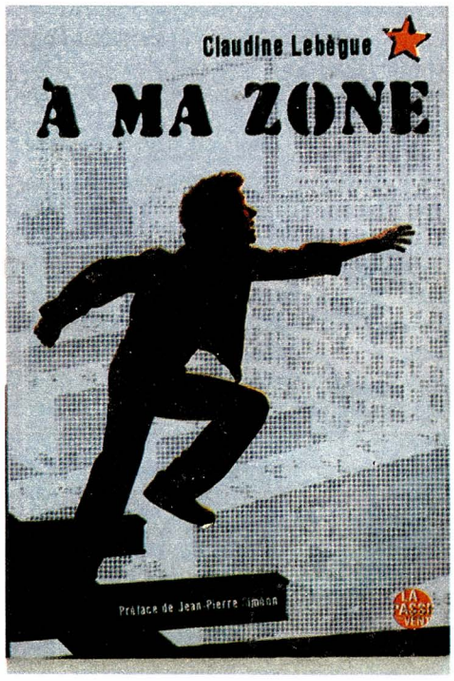
Barnabas Collins

L' à la carabine, de Patrick Pécherot, Ga. , 16,90 euros, disponible à la Libra du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Patrick Pécherot viendra présenter son roman le samedi 5 mars, à 16 heures, à la Librairie du Monde libertaire.

À ma zone...

Il y a des biographies chiantes, il y a des biographies tout court et puis il y a celles qui sortent du lot : et quand c'est le cas, c'est du véritable bonheur. *À ma zone* de Claudine Lebègue, également chanteuse et accordéoniste appartient à cette dernière catégorie. Comment mettre de la poésie dans la zone ? Son bouquin est une succession de saynètes toutes plus fraîches et vivifiantes les unes que les autres. Jamais de baratin, le style est direct, les histoires courtes et fortes en couleur. En parlant de couleur, on croirait des petits tableaux, des croquis, des bribes de vies, on a l'impression d'être un copain assis en face d'elle et à qui elle fait regarder les photos de son enfance qu'elle vient de sortir d'une boîte à chaussures. La photo, chez Claudine, c'est familial. Ses parents sont photographes et en 1959, quand elle a trois ans, ils se séparent. Tout est bon pour éviter les ravages de la séparation et sa mère qui pleure quand elle évoque le nom de son père, de ce jour, elle apprend à mentir. Sa mère, ses deux frères et sa sœur atterrissent à Villeneuve-la-Garenne, en banlieue nord, « banlieue pourrie, banlieue chérie », calée entre Saint-Ouen et Saint-Denis, enterrée entre le cimetière des chiens et le cimetière des rois de France ! « *Là, les HLM ont grandi comme des gosses mal nourris. Trop vite, trop grands, trop maigres, trop gros, avec des carences de verdure et des mauvaises couvertures pour l'hiver.* » Au milieu, il y a le terrain vague, « *la fortune du pauvre* ». Claudine y joue aux billes, elle adore, elle en a toujours plein les poches. Il y a plein d'autres jeux pour cette petite fille « Bouboule » garçon manqué et très joyeuse : faire pipi debout comme les garçons, essayer de couper les antennes des escargots, jouer au mécano, crever les yeux d'un nounours qu'elle trouve moche... Quand les bêtises sont trop grosses, il y a le nerf de bœuf qui cingle les jambes de ses frères et sœur, comment s'en débarrasser ? La fratrie décide un jour, radicale et unie, de le casser en deux et de le jeter dans le vide-ordure, mais il reste coincé entre les étages. Le dimanche, la famille se rend à pied aux puces de Saint-Ouen (5 kilomètres à travers la zone). Son marchand préféré est le marchand de dentiers, très roses, rose vif, avec des crochets comme des hameçons au bout... Parfois, il y a les vacances loin de Paris. Une fois, Claudine part à la campagne, où une fermière veut l'embrasser de force sur la bouche : elle sent le beurre moisi et la poule morte... Peu portée sur la chose, elle a plus tard l'occasion de choisir entre faire l'amour ou s'acheter une mob. Elle choisi la mob. Il y a aussi les vacances récurrentes en Bretagne : pas loin et économiques ! Mais, on s'y caille les miches dans l'eau glacée, et l'année où il pleut tous les jours pendant deux mois, que faire d'autre que de jouer aux cartes toute la journée ? Super ! (j'ai également connu cela au même âge et à la même époque). En grandissant, Claudine fait sa première fugue en Auvergne, personne dans sa famille ne la recherche et quand elle rentre dans son HLM elle ne se fait même pas engueuler ! Surnommée « Bébel », estampillée banlieusarde, avec Formica, mange-disque et mini K7, elle est cancre en tout, se bat avec les profs, sèche les cours. La sentant partie sur la mauvaise pente, son père la pousse à « *faire quelque chose* ». Et c'est l'accordéon qui entre un soir dans sa maison et dans sa vie. Il est là, tout blanc « comme moi », tout plein de boutons, « comme moi ». Avec sa petite carlingue dorée sur les bords, avec son jupon plissé rouge au milieu des bretelles « *qui donnait envie d'écarter pour voir* ». Ensuite, il n'y a plus qu'à attendre impatiemment la majorité, ses 18 ans. Quand ils arrivent enfin, Claudine se coupe les nattes, lâchant les copains, les copines, la famille : enfin libre et enfin seule... avec l'accordéon. En épilogue, elle recommande à tous les zonards, qu'ils soient d'Algérie, de Bretagne ou de la petite ceinture : « *Quand tu arrives dans une cage à lapins au milieu de rien, t'as rien à préserver, t'as rien à cacher, pas de meuble à cirer, ni de tombe à arroser : t'as que toi à planter !* » Enfin un bouquin sur la zone, une histoire simple, tellement rafraîchissante et décalée, à faire rêver les enfants de bourges !



Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

À ma zone de Claudine Lebègue, avec un CD de 12 chansons, éditions la Passe vent, 15 euros, disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

c'est pas du cinoche !

Le bonheur est dans le pré

Le Salon de l'agriculture s'est tenu à Paris. C'était « *the place to be* » pour nombre de politicards à la recherche de points d'opinion favorable. L'agriculture, elle, s'enfonce toujours un peu pus dans le productivisme débridé, malgré des tentatives de mettre un vernis « durable » sur des pratiques intenables tant pour l'environnement que pour les agriculteurs. Les gros mangent les petits, ici comme ailleurs…

La chute

Les dictatures arabes se cassent la gueule les une après les autres, et la diplomatie française qui avait fait des « affaires » avec elles se trouve bien embêtée. Qu'à cela ne tienne : on relance un débat sur l'islam en France, on apporte de l'eau au moulin du FN et on agite Marine Le Pen comme un épouvantail pour amener le citoyen de base aux urnes. Si avec ça, la casse des retraites, les scandales du pouvoir, les répressions tous azimuts, etc., ne sont pas oubliés, on pourra toujours parler de sport dans les médias. Les gouvernants, eux, restent droits dans leurs bottes et nous envoient droit dans le mur…

Le monde ne suffit pas

Dans la série des écotartuffes, après Hulot, Arthus-Bertrand et compagnie, voilà que Nicolas Vanier fait parler de lui. « L'aventurier polaire » a jeté un froid en construisant un « camp aventure » à Vassieux-en-Vercors, en zone non constructible. Drôle de conception de la protection de l'environnement, mais peu importe : la ministre de l'Écologie, Nathalie Kosciusko-Moriset, a fait le déplacement pour soutenir le projet, en promettant que tout allait rentrer dans l'ordre. Le tout dans une ambiance de déploiement policier de grande ampleur, avant de repartir en hélicoptère.

Good Bye Lenin

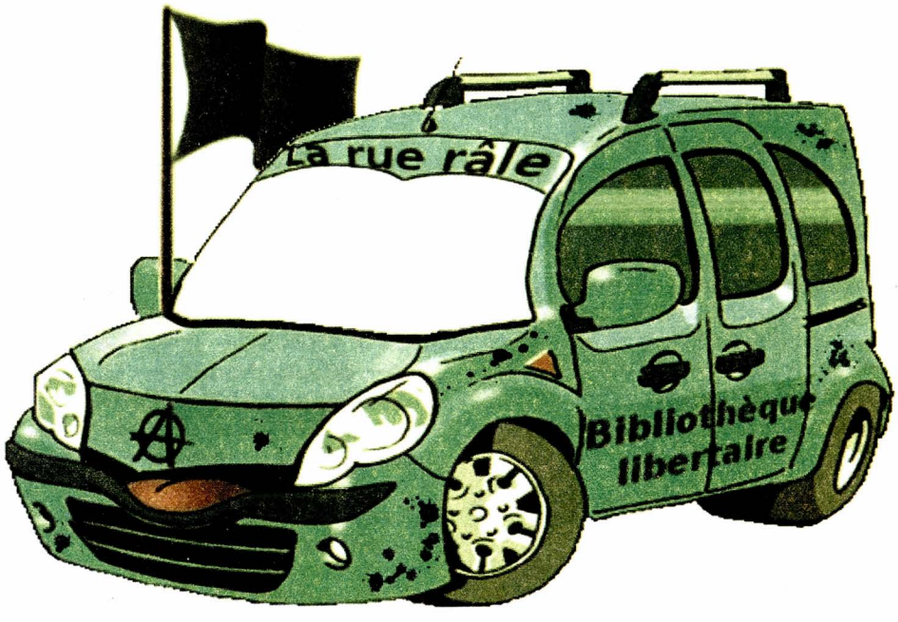
Fabien Engelmann, le responsable de la section CGT de la mairie de Nilvange, en Moselle, a été exclu de son syndicat. La cause ? Se présenter aux élections cantonales sous l'étiquette FN. Le reste de sa section, qui refusait son exclusion, a été elle aussi exclue. On en viendrait presque à regretter le temps où la CGT était proche du PC.

La grande bouffe

Éric Zemmour, chroniqueur chouchou de l'extrême droite qui se prétend seul contre tous, alors qu'il est soutenu par tous ses employeurs (I-télé, France 2, *Le Figaro*, RTL, etc. – ça, c'est un homme qu'on bâillonne, non ?) malgré une condamnation récente pour discrimination raciale, connu pour ses prises de position ultraréactionnaires, a été entarté il y a quelques jours. Gloup gloup ! Entartons les pompeux cornichons !

Bibo

Appel au don de livres



La littérature anarchiste abonde en livres qui ne sont pas toujours accessibles à toutes et tous. C'est pour cette raison que le groupe La Rue râle de la Fédération anarchiste prévoit cette année de faire circuler un bibliobus d'ouvrages libertaires sur quelques communes et manifestations du Vercors. Un bibliobus ! Pas tout à fait, plutôt une bibliocharrette.

Nul doute qu'avec un tel véhicule nous gagnerons en visibilité et, s'il en est besoin, en sympathie. L'objectif reste bien évidement de promouvoir et diffuser les idées et projets anarchistes. Après avoir annoncé notre passage par les moyens de communication habituels, nous nous rendrons sur les communes de nos cantons pour y organiser le prêt de livre, y faire des lectures ou d'autres actions autour de l'anarchisme. Nous pourrons également être présents sur des événements locaux comme la distribution de paniers amapiens ou d'autres manifestations telle que les Rencontres libertaires que nous organiserons cette année pour la quatrième fois.

Au-delà du livre, cette bibliothèque nomade sera source d'échanges, de rencontres et de discussions qui rempliront de ce fait un rôle social indéniable.

Ce projet a besoin d'un fonds de départ pour exister et susciter l'envie de lire. Le don d'ouvrages libertaires est la première étape dans la construction de ce projet de bibliothèque itinérante.

Nous sommes donc preneurs de tous les ouvrages dont vous voudrez bien nous faire don, même si ceux-ci ne sont pas en parfait état. Merci pour votre participation.

Pour nous contacter : laruerale@nolog.org

Le groupe La Rue râle de la Fédération anarchiste

Radio Libertaire

Jeudi 3 mars

Chronique hebdo (8 heures) Bernard Thomas-Roudeix, peintre sculpteur et céramiste « d'art défiguratif » pour son exposition « De la toile à la terre. Portrait d'une déchirure », du 3 février au 6 mars 2011 à l'Espace galerie du SEL à Sèvres (Hauts-de-Seine).

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Si vis pacem (18 heures) Irakiennes contre la guerre, après sept ans d'occupation.

Toujours les mêmes (19 h 30) Communauté queer.

Epsilonia (22 heures) Musiques expérimentales.

Vendredi 4 mars

A las barricadas (09 h 30) Chroniques de la révolution espagnole.

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie.

Place aux fous (13 heures) Martin Coleman & the Red Frogs.

L'invité du vendredi : Des droits et des hommes (19 heures) Ligue des droits de l'homme.

Offensive (21 heures) Libertaire et sociale…

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 5 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30)

Chroniques rebelles (13 h 30)

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Bulles noires (17 heures) Didier Daeninckx.

Tribuna latinamericana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

Hôtel Paradoxe (23 heures) Nouvelle émission de poésie sonore.

Dimanche 6 mars

Chants/Contrechamps (15 h 30) Les films : *True Grit* de Ethan et Joel Coen, *Sans identité* de Jaume Collet-Serra, *Winter's bone* de Deborah Granik, *Route Irish* de Ken Loach, *Revenge* de Suzanne Bier… Chansons : Flow, Romain Didier, Alain Bashung.

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Antoine Leclercq, des groupes A Fig for a Kiss, Bouncing Feet, Trio LaM, etc.

Lundi 7 mars

Les Enfants de Cayenne (9 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) René Strubel, peintre ; et Georgette Koka Lobé, danseuse et chorégraphe.

Trous noirs (16 heures) Textes de révolte de Bruno Daraquy, et *Chants et poèmes de révolte et d'espoir* de Normand Baillargeon, présent dans le studio.

Les mangeux d'terre (18 heures) Enjeux écologiques.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

Mardi 8 mars

Artracaille (11 heures) Art en marge.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexions sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures) Anti-vidéosurveillance.

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 heures) Des fusiques molles pour fous les tous.

Pas de quartiers (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel reçoit Pascal Charbonnat, pour son étude originale, à la fois grave et humoristique, du sarkozisme. Toutes et tous à vos galènes électroniques !

Paroles d'associations (19 h 30) Le théâtre du cristal qui travaille avec des comédiens en situation de handicap, avec Olivier Couder.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) L'association Bougeons pour Haïti, des membres du Gisti, ainsi qu'Anne de Galzain, vidéaste et militante.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années 1960.

Mercredi 9 mars

La bibliothèque anarchiste (8 heures) Lecture de textes militants.

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, art et politique.

Blues en liberté (10 h 30) Earl Hooker, le cousin talentueux de John Lee.

Sans toit ni loi (12 heures) Mal-logés et précarité.

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Léo 38 (16 heures) Reggae et autres…

Kontroverss (17 heures) Hip-hop.

Femmes libres (18 h 30) Avec Natacha Henry, pour son livre *Frapper n'est pas aimer, enquête sur les violences conjugales en France* (chez Denoël Impact).

Ras les murs (20 h 30) Les Éditions Le Gueuloir : « Des livres qui vous donnent la parole et vous permettent d'aborder les sujets qui fâchent »… C'est là qu'Hervé Latapie a fait éditer son livre *Doubles Vies. Enquête sur la prostitution masculine homosexuelle.*

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 4 mars

Rennes (35)

20 heures. Concert de soutien pour Fabrice, condamné à un mois de prison ferme et à une forte amende à la suite de la manifestation du 12 octobre à Saint-Nazaire. Buffet froid (chanson swing alternatif, Saint-Nazaire) et Nuts (rock'n'roll de ouf, Rennes). Prix libre. Au bar La Bascule, 2, rue de la Bascule.

Paris XVe

19 heures. Suite aux menaces qui pèsent sur le Lap, assemblée d'information au lycée autogéré de Paris et concert de Tarace Boulba. Lycée autogéré de Paris, 393, rue Vaugirard, M° Porte-de-Versailles ou Convention. Tram T2 ou T3 Porte-de-Versailles.

Paris XVIIIe

20 heures. Le groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste organise une réunion publique autour des principes de l'éducation libertaire, avec Hugues Lenoir, auteur de *Éducation autogestion, éthique*, aux Éditions libertaires. À la Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris. M°: Blanche ou Abbesses.

Samedi 5 mars

Troyes (10)

18h00. Conférence de l'UP3: Le sport à l'ère des stades avec Marc Perelman. à la Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact: up.troyes@orange.fr

Bordeaux (33)

17 heures. Rencontre avec Grégoire Chamayou autour de son livre: *Les Chasses à l'homme*. Comment la chasse aux esclaves fugitifs, aux Peaux-Rouges, aux peaux noires, aux pauvres, aux exilés, aux juifs, aux apatrides, aux sans-papiers est une grille de lecture de la longue histoire de la violence des dominants. À la librairie du Muguet, 7, rue du Muguet.

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial. Que penser de la montée des nationalismes? Table de presse de Matérial. Epicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris Ve

De 15 heures à 23 heures. Rencontre solidaire pour la défense des prisonniers mapuches actuellement en procès au Chili. Centre culturel la Clef, 21, rue de la Clef, M° Censier-Daubenton. Projection du film documentaire de Dominique Roberjot et Christine Della-Maggiora: *Considérant que...* (82') réalisé au Chili en 2007.

Paris XIe

16h30. À l'occasion de la sortie de *L'homme à la carabine* (Gallimard, février 2011), évoquant André Soudy, l'un des protagonistes de la Bande à Bonnot, Patrick Pécherot sera l'invité de la Librairie du Monde libertaire. Il sera à l'antenne de Radio libertaire le matin à 10 heures. Rendez-vous à La Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Paris XVIIIe

15h30. Belleville du XIXe à aujourd'hui, ou l'évolution d'un quartier parisien à travers ses cafés. Débat autour du livre *Belleville cafés* (éditions de l'Échappée) en compagnie des auteurs: Anne Steiner (pour le texte) et Sylvaine Conord (pour les photographies) Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert Planquette M° Blanche ou Abbesses Tél.: 01 42 23 32 18, et sur le web: bibliotheque-larue. over-blog. com

Dimanche 6 mars

Saint-Denis (93)

15h-17h: La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Les dimanches de la Dionyversité au Musée de Saint-Denis. Poésie et insoumission. Présentation de Laurent Bihl, historien spécialiste de l'image et de Frédéric Adam poète et marchand de vin. Ses recueils de poèmes s'intitulent *De l'ombre* et *Désordre et alliance*, tous deux parus aux Éditions d'Ecarts en 2004. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel-Péri. M° Porte-de-Paris ou RER D. Entrée libre.

Mardi 8 mars

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: La culture de la paix. Première rencontre/débat: La contestation de la culture de la guerre. Présentation par Joël Frison, membre du bureau national du Mouvement de la paix. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 9 mars

Saint-Denis (93)

19h45. Dyoniversité, voir en quatrième de couverture, p. 24.

Vendredi 11 mars

Paris XVIIIe

19h30. Le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste organise une réunion publique avec René Berthier pour nous parler des méfaits de la globalisation et tout particulièrement de la mise à sac des acquis sociaux concernant les services au public et les retraites. Entrée libre. Local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses.

Samedi 12 mars

Rouen (76)

15 heures. Débat avec Mohamed (Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste) sur la situation en Tunisie. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Marseille (13)

17 heures. Causerie animée par Éric Lemaire et Thierry Périssé. La littérature prolétarienne contemporaine, au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Jeudi 17 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat sur l'espéranto à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. L'espéranto qu'est-ce que c'est? Guy Cavalier de Sat-Amikaro viendra nous entretenir de cette langue a-nationale. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 17 09 ou kropotkine02@no-log.org

LA DIONYVERSITÉ

UNIVERSITÉ POPULAIRE DE ST-DENIS

présente

la 7ème conférence gesticulée de

la Scop Le Pavé

Qu'est-ce qu'un homme ? Qu'est-ce qu'une femme ?

une autre histoire du sexisme

mercredi 9 mars à 19h45

à la

Belle Etoile

(Compagnie Jolie Môme)

rue St-Just
quartier Plaine-St-Denis
ville de St-Denis (93)

avec

Yvelise Bandechi
Jean-Marc Jourdan
Sophie Lavergne
Régis Leprêtre
Claire Letourneur

mis en scène par Franck Lepage

entrée gratuite
sortie à prix libre

www.dionyversite.org

design Drôle - imprimerie municipale de Saint-Denis